la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

La sidérurgie de la Loire devant le pool charbon-acier par A. LAVAL

Une controverse sur le problème allemand :
L'héritage de Poincaré, d'Hitler et de Staline par R. HAGNAUER

Réflexions autour du congrès des Métaux F.O. par M. CHAUSSE

Pour une politique ouvrière par L. MERCIER

La leçon de Berlin par R. LOUZON

23e année. — N° 385. — Nouvelle série n° 84

JUIN 1954. — Prix : 70 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 84 - Juin 1954

La sidérurgie de la Loire devant le pool charbon-acier .... A. LAVAL
L'Ecole soviétique .... P. PASCAL
Une controverse sur le problème allemand : L'héritage de Poincaré, d'Hitler et de Staline .... R. HAGNAUER
Le congrès de l'Union des syndicats F.O. de la Région parisienne :
La foire d'empoigne .... M. LEPRIX
Impressions d'un congrès d'U.D. .... E. EICHENLAUB
Au Comité National Confédéral F.O. :
Action syndicale ou propagande politique .... R. H.
Notes sur le C.C.N.-F.O. .... T. PEYRE
Jeunes ? .... Le bureau régional des jeunesses syndicalistes P.T.T.
Réflexions autour du congrès des Métaux F.O. .... M. CHAUSSE
Dien Bien Phu, ou la dernière chance américaine ? .... J .P.
Pour une politique ouvrière .... L. MERCIER

Parmi nos lettres

L'hommage à Jouhaux .... P. MONATTE

Notes d'économie et de politique

La leçon de Berlin. — Après Hauteclocque, Guillaume. — L'Amérique à figure de Janus .... R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

La situation économique et les salaires .... U. T.
Les propos du prolo : Sous le règne d'Edgar Faure. — Les classes moyennes ont tenu leur 8e congrès. — Les syndicats américains et le plein emploi. — L'évolution du niveau de vie aux U.S.A. — La ségrégation dans les écoles publiques est enfin abolie aux U.S.A.

La vie des cercles

La conférence de R. Chéramy : Masses arabes et impérialismes en Egypte.

Entre nous

LA SIDÉRURGIE DE LA LOIRE DEVANT LE POOL CHARBON-ACIER

Le problème est si vaste... Aussi doit-on au départ circonscrire très nettement les objets de cette petite étude : *résumer les pensées de la plus grande partie des syndicalistes libres du département en face des incidences premières du pool, par rapport surtout aux usines sidérurgiques de la Loire.*

Nous ne rentrerons donc pas dans l'analyse des quelque cent articles du traité ni dans celle de ses volumineuses annexes.

Nous n'avons pas plus la prétention de porter appréciations et critiques sur l'année première de fonctionnement de la C.E.C.A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

Toutefois il semble nécessaire de redire les raisons majeures qui ont entraîné les syndicats libres des six pays intéressés à participer à l'opération.

L'internationalisme traditionnel du syndicalisme ouvrier de notre moitié d'Europe ne peut, à priori, tolérer aucune dérobade devant toute initiative même timorée, imprécise ou incomplète qui contribuerait à abattre les poteaux frontières.

L'idée de l'unification économique d'une partie de l'Europe dans ses industries-clés du charbon et de l'acier reçut donc d'emblée la sympathie des syndicats affiliés à la C.I.S.L. et à la C.I.S.C. Pour eux, le traité du charbon et de l'acier conclu entre les six pays (France, Allemagne, Italie, Belgique, Luxembourg, Hollande) comportait certes beaucoup d'aléas, voire de risques. Il avait le mérite d'être une première réalisation concrète alors que l'on n'était encore jamais sorti des théories généreuses... mais aussi... fumeuses !

Dans ses buts le traité est excellent :

— en finir avec les rivalités séculaires et marcher vers la paix ;

— harmoniser l'économie générale des pays membres ;

— répartir plus rationnellement la production au niveau de productivité élevée, tout en prenant les mesures nécessaires pour sauvegarder le plein emploi ;

— veiller à l'établissement des prix les plus bas dans l'intérêt des 160 millions de consommateurs du marché commun ainsi créé ;

— améliorer les conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, les égaliser dans le progrès.

Cependant si les syndicalistes libres se déclarèrent partie prenante dans l'opération C.E.C.A., ils se gardèrent de l'euphorie. La résolution adoptée à la Conférence intersyndicale des six pays, réunie à Luxembourg les 16-18 mars, démontre leur réalisme et les exigences qui, dans l'avenir, conditionneront peut-être la participation ouvrière.

L'inspiration du plan suscite les premières réserves. Le pool Schuman est doté de toutes sortes de qualificatifs par la propagande stalinienne. C'est l'entente Krupp-De Wendel et consorts... Il serait ridicule de croire que sa cheville ouvrière, M. Monnet, soit l'homme des magnats de la sidérurgie. Pour s'en convaincre rappelons-nous l'opposition vigoureusement déployée, au moment de la ratification du traité par l'Assemblée, par P. André, porte-parole des gros sidérurgistes lorrains au Parlement français. Relisons aussi les revues professionnelles de l'époque de mise en route.

Mais si le grand technicien des plans qu'est Monnet n'est pas l'homme des trusts, il n'est pas non plus l'homme des syndicats ouvriers. Aussi considérons-nous que l'inspiration du plan Monnet, appelé Schuman, est nettement *libérale.*

La participation des représentants directs des travailleurs dans les différents organismes de la C.E.C.A. est trop mince pour être déterminante. Sur les neuf membres de la Haute Autorité, Paul Finet est l'unique syndicaliste coopté en tant que tel.

Supposons toutefois que cette Haute Autorité soit animée du réel désir de faire fonctionner la C.E.C.A. dans ses perspectives fondamentales : une année de fonctionnement démontre déjà toutes ses difficultés, ses hésitations et ses impuissances. Les « Neuf » de Luxembourg sont souvent ceinturés par les expressions nationales et professionnelles. Ils doivent se défendre contre des professionnels, des représentants politiques ou de gouvernements, voire même des représentants ouvriers, soucieux de défendre avant tout des intérêts étroitement locaux. Les ententes professionnelles obligent aussi les « Neuf » à veiller sur les possibilités continues de reconstitution des cartels capitalistes à l'ombre de la C.E.C.A.

Les déclarations de Paul Finet faites lors d'une conférence à Paris le 22 janvier dernier (voir *R.P.* avril) relataient toutes les difficultés majeures de la C.E.C.A.

A ce propos nous avons fort apprécié le réalisme et la franchise du premier président de la C.I.S.L. qui pratique certes « cette politique de présence » toujours si contestée et contestable dans les milieux ouvriers français, mais qui la pratique avec une affirmation soutenue de sa personnalité et un sens critique développé. Quelle leçon pour certains des nôtres dans d'autres domaines de « présence » !

Le pool va-t-il liquider la sidérurgie de la Loire et du Centre-Midi ?

Les cégéto-staliniens l'affirment. Les vieux « maîtres de forges » de notre région sont aussi catégoriques.

Il est incontestable qu'il précipite quelques fermetures d'usines, ou tout au moins amène une réduction sensible de l'emploi.

Par contre, de ce fait, il oblige les milieux industriels de la Loire à adopter un plan de

modernisation et de rationalisation et parallèlement un plan de reconversion.

Le pool avec ses inconvénients immédiats entraîne, bon gré mal gré, les industriels de notre région à procéder à des opérations de concentration de fabrications, de spécialisations de production, de rééquipement et de modernisation, de fusions. Si ces opérations ont des répercussions pénibles pour le plein emploi pendant deux ou trois ans, si elles se situent parfaitement dans le régime capitaliste, elles n'en sont pas moins *économiquement saines*.

On se demande si les conseils d'administration et les directions de nos sociétés sidérurgiques du Centre, routinières et conservatrices, auraient été capables de prendre ces mesures « à froid » ? Dans l'article précédent (*R.P.* de mai), nous faisions ressortir toutes les erreurs et les imprévoyances passées du patronat de la Loire. Il n'est pas douteux que nos industries régionales étaient engagées dans une mort lente. Les exigences concurrentielles à court terme du marché commun de l'acier auront peut-être été le coup d'aiguillon salutaire.

Certes l'activité sidérurgique pure du Centre-Midi sera obligatoirement réduite. Mais cette réduction intervenant dans des délais assez courts pose l'urgence des adaptations nécessaires pour l'emploi de la main-d'œuvre excédentaire. Elle doit obliger les responsables à prendre des mesures alors que la lente et continue hémorragie des effectifs occupés dans la sidérurgie et les mines ne bousculait personne tant dans les sphères dirigeantes des pouvoirs publics que du monde industriel.

Caractéristiques essentielles de la sidérurgie de la Loire

C'est l'exploitation des premières mines de charbon du Centre de la France qui valut l'importance industrielle de notre région.

Depuis cette origine d'autres régions, en particulier les bassins du Nord et de l'Est, se sont considérablement développés.

D'autres ressources énergétiques ont été utilisées avec la création des aciéries électriques dans les Alpes en particulier.

Dans l'Est, le minerai de fer est sur place.

Dans le Centre, les ressources charbonnières n'ont plus pour la sidérurgie le même intérêt qu'il y a seulement cinquante ans.

Aussi depuis fort longtemps la sidérurgie du Centre joue en France le rôle de sidérurgie d'appoint. Elle fonctionna intensément dans les deux périodes de guerre. Elle réduisit notablement son activité deux ou trois ans après la libération et ne connut un sensible regain d'activité qu'au moment du déclenchement de la guerre de Corée : les tableaux reproduisant les mouvements d'effectifs occupés sont significatifs.

La Loire se présente avec un potentiel industriel en général très vieux et surtout irrationnel. Sa dispersion fut dûment constatée par les équipes de travail du plan Monnet qui fonctionnèrent immédiatement après la guerre.

C'est ici qu'il faut signaler la grande contradiction des deux attitudes des dirigeants communistes de la métallurgie. En 1946-47, ils cautionnent le plan Monnet et participent à l'élaboration du rapport de la Commission de modernisation de la sidérurgie. Ce rapport préconise des solutions radicales de regroupement et de fusion dans la sidérurgie de la Loire, sans se préoccuper tellement du sort de la main-d'œuvre rendue disponible par cette concentration. En 1952-53, ils prennent violemment à partie la réalisation partielle de ce qu'ils avaient préconisé. A signaler que ces opérations se faisant dans le cadre du plan Schuman, la main-d'œuvre bénéficie des garanties sociales prévues dans les clauses dites « de sauvegarde » du traité du charbon et de l'acier ; garanties sociales dont était totalement dépourvu le premier plan Monnet.

Pour l'information du lecteur, on ne saurait d'ailleurs mieux faire que d'extraire du rapport cité ci-dessus les principaux passages intéressant notre département et le Centre-Midi :

« *Le problème posé à la commission est donc beaucoup plus un problème de modernisation et d'organisation de la production qu'un problème d'extension, car, est-il besoin de le dire, les approvisionnements nécessaires étant réunis, la main-d'œuvre recrutée, la sidérurgie serait sans doute en mesure de produire* 12 *millions de tonnes d'acier ; mais ce ne serait pas en réalisant une consommation minimum de charbon et de main-d'œuvre, les installations les plus anciennes n'ayant vraisemblablement pas de prix de revient acceptables sur le marché international.* »

Au sujet des usines du Centre le rapport précise :

« *Par ailleurs, on trouve, dispersées sur tout le territoire, un certain nombre de petites usines parmi lesquelles il est admis de rassembler en un groupe homogène les usines dites du littoral, dont l'existence a pu se justifier jadis par l'importation de minerai, et qui, dans certains cas, se justifient encore par l'importation charbonnière.* »

L'inventaire fait, la commission prononçait l'arrêt de mort d'un certain nombre d'établissements :

« *Si l'on tient compte de certaines fabrications particulières : fonte pure, aciers très spéciaux, laminés spéciaux, réservés à* 12 *usines, c'est* 24 *usines qui seraient seulement au maximum nécessaires —* 24 *contre* 177 *existantes.* »

Plus loin on lit encore :

« *...Et en rappelant qu'en* 1938, *la sidérurgie française marchait à* 50 % *de sa capacité, on peut affirmer que la concentration des usines assurerait une économie de main-d'œuvre de* 60 %. »

Le bilan établi par la commission qui fonctionna de mai 1946 à février 1947, avec la participation active de la C.G.T. présidée par Costes, secrétaire de la Fédération des Métaux, était dur dans ses conclusions :

— disparition de 153 établissements ;

— mise en chômage de 60 % du personnel.

Voyons d'une façon plus précise encore ce que donnait le rapport à propos des usines de la Loire :

« *Le groupe des Aciéries de la Loire comprend cinq usines : Marrel, Assailly, St-Chamond, St-Etienne, Firminy, alignées d'est en ouest sur une longueur totale de* 35 *kilomètres seulement.*

» *Il constitue un ensemble de fabrications encore plus dispersé au point de vue techni-*

que que le précédent et comporte essentiellement : 4 aciéries Martin, 5 aciéries électriques, 4 grosses forges, 4 fonderies d'acier, 5 centres de laminage, 5 tôleries, etc... Au total ces cinq usines ne constituent pas un ensemble dont la capacité globale excède celle qu'on peut raisonnablement admettre pour une usine unique. Des mesures radicales de rationalisation peuvent se concevoir qui conduiraient à concentrer l'ensemble de ces installations sur une seule aciérie Martin, une seule aciérie électrique, une seule forge, une fonderie, etc... Là encore la commission a estimé que, pour être admissible, son plan devrait être plus nuancé et chercher davantage à respecter au mieux un équilibre relatif entre les différentes usines. Elle est toutefois persuadée que tout plan de rationalisation de la Loire, si respectueux qu'il puisse être des situations acquises, devra reconnaître qu'il n'y a pas place dans la Loire pour plus de deux aciéries Martin, deux forges, si possible un seul blooming, deux groupes de trains finisseurs.

» En l'absence de propositions satisfaisantes venant des usines intéressées, un plan de rationalisation a été étudié par la commission, conçu suivant les modalités suivantes :

» — Arrêt des Aciéries Martin de St-Chamond et Firminy ;

» — Création d'un blooming à St-Etienne à côté de la plus importante aciérie Martin ;

» — Arrêt des grosses forges de Firminy et St-Etienne. La forge de St-Chamond, spécialisée dans les procédés de cambrage, serait alimentée en ébauches venant de Marrel ;

» — Concentration à St-Chamond et Firminy des fours électriques de la Loire ;

» — Arrêt des mouleries d'acier d'Assailly et de St-Etienne. Les deux mouleries de St-Chamond et de Firminy alimentées par des fours électriques ne pourraient aborder les très gros moulages qui seraient exécutés par le groupe du centre (Montluçon et Le Creusot) ;

» — Arrêt des trains à grosses tôles de St-Chamond et Firminy et report sur celui de Marrel ;

» — Arrêt des tôleries de St-Etienne et report sur le train Blain de Firminy. Les tôles, qui, en raison de leurs dimensions, ne pourraient être élaborées sur ce train seraient fournies par la tôlerie du Breuil ;

» — Arrêt du gros mill de St-Etienne et report sur les gros trains des autres usines ;

» — Alimentation des trains à barres de la Loire en demi-produits fournis par St-Etienne ;

» — Bloomage à St-Etienne des lingots de laminage coulés chez Marrel ou à St-Chamond. Les lingots de Firminy, limités aux aciers les plus spéciaux, seraient laminés sur le blooming de cette usine ;

» — Déplacement à Assailly des fabrications des petits mills de St-Etienne ;

» — Aménagement de tous les fours au gaz riche par branchement sur un réseau de distribution alimenté par les cokeries de la Loire et par une cokerie sidérurgique centrale dans la région Chasse-Givors ;

» — Concentration sur St-Chamond et Lorette (Mavilor) des moyens d'estampage ;

» — Concentration des moyens de recherches dans un laboratoire central ;

» — Modernisation des outils conservés. »

Signalons enfin quelques noms de militants de la C.G.T. qui aux côtés de Costes ont participé à l'élaboration de ce plan : Chirat, Tromparent pour St-Chamond, Collus pour St-Etienne, Crochat pour Firminy, Bouget pour Rive-de-Gier.

Où en est-on aujourd'hui ?

L'entrée en vigueur du marché commun du charbon et de l'acier a obligé la mise en application de certaines données de ce plan établi en 1946-47 et resté lettre morte.

Les usines de la Loire, rébarbatives aux exigences du premier plan Monnet, figées dans leurs routines et superbement indépendantes avec leur esprit de clocher, en arrivent aux rationalisations et aux concentrations nécessaires sur les bases les plus favorables retenues dans chacune d'elles, soit pour des raisons de position géographique ou d'outillage plus évolué. Cela était indispensable, sous peine qu'elles soient irrémédiablement éjectées du circuit concurrentiel.

Ces opérations se font bien sûr dans le style financier et capitaliste le plus pur. Ainsi l'on a vu fusionner un ensemble très important : d'abord les Fonderies, Forges et Aciéries de St-Etienne ont fusionné avec les Forges et Aciéries de la Marine et Homécourt de St-Chamond pour constituer une première société : Forges et Aciéries de la Marine et St-Etienne. L'an dernier cette société a fusionné avec les Aciéries de Firminy et les Ets Jacob Holtzer pour constituer les « Ateliers et Forges de la Loire ». A l'exception de Marrel à Rive-de-Gier, les grosses sociétés du département constituent donc maintenant une société unique.

Les fusions de fabrications, les spécialisations d'usines, les regroupements qui s'effectuent, rappelons-le encore une fois, semblent constituer des opérations *économiquement saines.* Elles étaient dans certains cas inévitables et urgentes à réaliser.

Bien que nous ne rentrions pas encore dans les rigueurs du premier plan de modernisation, le douloureux problème de la main-d'œuvre est malgré tout d'ores et déjà posé. Il y a surcroît, il y a des mutations d'une usine à une autre, il y a des déclassements.

Les techniciens estiment que la période de transformation durera deux années avec les difficultés d'emploi qui lui sont inhérentes.

Les prévisions veulent que l'activité sidérurgique pure soit simplement maintenue à son niveau actuel mais avec des moyens perfectionnés qui rendront encore des bras disponibles. Cette activité se limiterait à la production de spécialités, ce qui semble très rationnel compte tenu de la situation géographique et de l'éloignement des matières premières. La production de métal serait essentiellement orientée ainsi en fonction de l'approvisionnement de l'industrie régionale de transformation.

Par contre les gros usinages, pour lesquels nos usines possèdent des pièces d'outillage exceptionnelles, ainsi que les ateliers de construction et la fonderie de fonte seraient très développés et devraient largement absorber l'excédent de main-d'œuvre venant de la sidérurgie.

Position des syndicats libres

Dans une région où le patronat a toujours brillé par ses courtes vues et travaillé à la

petite semaine, pour une fois que l'on semble s'engager dans la réalisation d'un plan d'avenir qui tient debout, a-t-on le droit de faire de l'opposition systématique ?

On ne doit pas non plus se faire des illusions, malgré tous les apaisements qui nous sont donnés à propos du sort de la main-d'œuvre, sachant bien pour quelle quantité négligeable le facteur humain est considéré en régime capitaliste.

Les positions des syndicalistes libres se résument donc aux points suivants :

— Ne s'opposer à aucune transformation économiquement valable, la favoriser dans la mesure de nos faibles moyens ;

— Hâter les reconversions ou les créations d'activités nouvelles pour maintenir le plein emploi ;

— Faire jouer au maximum les clauses de sauvegarde prévues dans les articles sociaux du traité du charbon et de l'acier à l'adresse de la main-d'œuvre des régions comme la Loire où le marché commun a des incidences sérieuses.

A ce propos, une aide non remboursable de trois cents millions a été sollicitée auprès de la Haute Autorité pour permettre de passer le cap difficile des deux années de réadaptation. L'attribution de cette aide destinée exclusivement aux travailleurs permettrait peut-être le plein emploi pendant cette période aux « Ateliers et Forges de la Loire ». Elle pourrait financer, par exemple : des compléments de salaires pour les déclassés, des centres de réadaptation pour ceux dont l'activité d'origine disparaîtra... Car nous estimons que dans la sidérurgie de la Loire les déplacements de main-d'œuvre ne doivent pas être envisagés. La région représente dans le domaine des industries transformatrices suffisamment de possibilités si l'on veut en prendre les moyens. Malheureusement l'obtention de cette aide s'avère très difficile à l'heure présente où tous les « fonds sociaux » de la Haute Autorité de la C.E.C.A. semblent devoir être destinés aux constructions de logements pour les mineurs.

Entre les financiers capitalistes qui, comme toujours, ne considèrent que la rentabilité de leurs capitaux, entre les technocrates, entre les cégéto-communistes qui spéculent sur les licenciements et le chômage, la tâche des syndicalistes libres accusés « de cautionner le plan de misère et de faillite de la Loire » n'est guère aisée. Cependant les ouvriers ne sont pas toujours dupes, puisque les dernières élections professionnelles aux Aciéries de St-Chamond donnaient à la C.G.T.-F.O. la majorité absolue dans quatre importants chantiers de l'usine.

Antoine LAVAL,
Union régionale des syndicats de la Métallurgie C.G.T.-F.O. de la Loire.

L'ECOLE SOVIETIQUE

Nos amis Ida et Nicolas Lazarévitch publient aux Iles d'or un livre sur l'Ecole soviétique.

Nous croyons utile de donner ici la préface de Pierre Pascal. Il s'agit d'une œuvre dont la valeur documentaire et critique nous paraît de nature à éclairer tous nos camarades — et particulièrement les membres du corps enseignant — sur l'une des faillites les plus significatives de la Révolution russe.

La Russie a toujours été mal connue. Elle était figurée autrefois, pour bien des gens, par le grand-duc en tournée et le moujik barbu. Le premier était un sultan des Mille et une Nuits, et le second une espèce d'homme des cavernes. La Russie était donc un pays bien pittoresque, mais en retard de plusieurs siècles. Il était facile, dans cet état d'esprit, d'accueillir comme des vérités les affirmations audacieuses de la propagande bolchévique. Si la Russie en était encore, en 1917, au moyen âge, et si maintenant elle a des usines, des chemins de fer et des écoles, il est évident que c'est aux bolcheviks qu'elle le doit.

Il ne serait pas mauvais qu'on nous donnât un jour un tableau de ce qui existait en Russie avant 1917 en fait d'industrie et de voies de communication. Il serait bien utile aussi de comparer, aussi objectivement que possible, la condition matérielle et morale du paysan et de l'ouvrier, et de la mère de famille, et du fonctionnaire, alors et aujourd'hui. Mais il faut sérier les questions. I. et N. Lazarévitch nous parlent aujourd'hui de l'instruction publique, et c'est aussi un domaine de toute première importance.

Combien de nos contemporains, qui ne sont nullement communistes, ni même sympathisants, mais qui se veulent simplement équitables, disent et pensent sincèrement : « Certes, le régime est abominable, je n'en voudrais pas chez nous pour rien au monde, mais il faut reconnaître qu'il a fait beaucoup pour l'instruction du peuple... Il n'y a plus d'illettrés... Les écoles... Les musées... Un effort admirable... »

L'équité et même l'enthousiasme ne sont pas choses mauvaises. Je me souviens d'avoir éprouvé un frisson de regret et d'envie devant le merveilleux programme d'instruction et d'éducation nouvelles développé par Lounatcharski dans les premières semaines de la révolution. Heureux enfants, qui allaient être vraiment des hommes complets ! Heureux peuple, composé de tels hommes ! Heureuse humanité, qui n'aura plus qu'à suivre de tels exemples ! — Mais trente-six ans ont passé, et l'on est bien obligé de considérer les résultats, plutôt que les programmes.

C'est précisément ce que font les auteurs de ce petit livre. Ils ne se proposent ni de déprécier les efforts du pouvoir des Soviets ni de louanger l'ancien régime. A vrai dire,

ils n'instituent même pas la comparaison, car sur l'état de l'instruction publique avant 1917 ils sont très succincts. Ils se bornent à décrire rapidement le point de départ, pour qu'on puisse apprécier en connaissance de cause ce qui a suivi.

Il n'est certes pas indifférent de savoir — pour peu qu'on ait le respect de la vérité — que le principe de l'instruction primaire universelle et gratuite avait été voté le 3 mai 1908, en même temps qu'était établi un plan de construction d'écoles, avec les moyens financiers correspondants. La réalisation de cette grande œuvre était confiée surtout aux collectivités locales, sous la conduite des zemstvos. Le nombre des écoles primaires dépassait déjà 122.000 à la fin de 1914, avec près de 8.150.000 élèves. On trouvera ces chiffres, et d'autres encore, dans le corps de l'ouvrage. Les auteurs auraient pu les multiplier. Mais ce qu'il faut retenir aussi, c'est que ces écoles étaient animées par des pédagogues convaincus, compétents, ouverts à tous les progrès et assez respectés pour s'adonner librement à leur tâche. Bref, une revue dirigée par Gorki estimait en 1916 que le plan de construction d'écoles serait entièrement réalisé, c'est-à-dire que chaque enfant d'âge scolaire aurait une école à moins de trois verstes de son domicile, et que la Russie n'aurait plus de jeunes illettrés en 1922.

On ne saurait faire grief aux successeurs du gouvernement tsariste de n'avoir pas obtenu en 1922 les résultats escomptés : la guerre d'abord, la révolution et la guerre civile ensuite et surtout avaient non seulement arrêté le progrès, mais aussi accumulé les ruines. Mais depuis ?

Les auteurs passent en revue les diverses branches de l'éducation nationale pour s'enquérir de leur situation au cours des années révolutionnaires et à l'heure actuelle. On s'étonnera peut-être qu'ils puissent être aussi bien documentés ; certains s'en inquiéteront : « Nous ne savons rien de ce qui se passe là-bas ! » Erreur absolue : seul ne sait rien celui qui ne veut pas savoir. Si je ne craignais de déprécier les mérites des auteurs, je dirais plutôt qu'en ce qui concerne leur sujet, il n'est rien de plus facile que de recueillir une abondante documentation. Il suffit de lire les livres, les brochures, les programmes, les règlements, publiés dans l'U.R.S.S., et de suivre la presse, générale ou spéciale, par exemple la si typique *Gazette des Instituteurs*. Il faut seulement lire attentivement, non pas « entre les lignes », mais avec l'esprit actif, en faisant les vérifications, recoupements, constatations qui s'imposent. C'est le travail auquel se sont livrés les auteurs, et leur moisson est, je crois, de qualité. Au lecteur de tirer les conclusions !

Il m'en apparaît une que je ne puis me retenir d'exprimer. C'est que, dans l'ordre de l'instruction publique comme dans les autres domaines, la révolution apportait beaucoup de possibilités : la suppression de bien des entraves, de beaux et larges programmes, l'appel à des énergies nouvelles. Mais ces possibilités ont été stérilisées rapidement par la mainmise de l'Etat totalitaire. Les initiatives personnelles ou locales, si essentielles à la vie de l'école, ont été bannies. Les maîtres ont été privés de leur indépendance, assujettis à toutes sortes de tâches étrangères à la leur. Tout a été mécanisé, sans harmonisation véritable : de là des écoles sans mobilier, des classes sans cahiers, des instituteurs sans instruction, des écoliers sans véritable formation. Là où l'Etat se substitue à l'homme, il peut être dépensé des milliards, construit des centaines de milliers de bâtiments, imprimé des dizaines de millions d'exemplaires de manuels, envoyé et déplacé des armées d'instituteurs, mais il ne sera pas répondu aux besoins d'instruction du peuple. Or le peuple russe est plus qu'aucun autre peut-être avide de savoir et de comprendre. En fait d'instruction aussi, les bolchéviks ont trompé son attente.

Je souhaite que ce petit livre, qui n'a d'autre but que d'éclairer ceux qui désirent voir les choses comme elles sont, en une matière d'aussi grosse conséquence, obtienne le succès qu'il mérite.

Pierre PASCAL,
Professeur à la Sorbonne.

Parmi nos LETTRES

L'hommage à Jouhaux

L'article de Delsol sur Jouhaux, comme il était à prévoir, ne pouvait satisfaire les camarades qui ne pardonnent pas à Jouhaux d'avoir été, depuis 1914, le principal artisan de l'abandon par la C.G.T. des principes du syndicalisme révolutionnaire. Dans une lettre qu'il adresse à Charbit, notre camarade Monatte exprime son mécontentement en ces termes :

...Je ne te fais pas de compliments pour l'article de Delsol sur Jouhaux dans la dernière R.P. Il aurait mieux valu ne rien dire que dire cela. Tu étais mécontent de l'article, je le sais. Mais ce qui te chiffonnait, je suppose, c'était le rappel de menus services rendus par Jouhaux. Rappel assez déplaisant. N'était-il pas naturel de sa part de rendre ces services ? Il en a exploité le bénéfice trop souvent.

L'essentiel n'a pas été dit par Delsol. Jouhaux, par son attitude en 14, est responsable du déraillement du mouvement syndical français. Et de sa dégénérescence morale et intellectuelle. Pourtant, m'objecteras-tu, le mouvement s'est renforcé numériquement. Ce n'est pas le fait de Jouhaux ni de son syndicalisme de collaboration. C'est le résultat du brassage de couches ouvrières profondes par la guerre de 14-18, puis en 1934 par la peur ressentie au fin fond de la classe ouvrière devant la menace réactionnaire du fascisme pouvant détruire la République.

Jouhaux pacifiste, prix Nobel de la Paix, quelle vaste rigolade ! S'il y a quelqu'un qui ait lutté contre la paix en 14 comme en 39, c'est bien lui. Jusqu'à ses derniers jours avec la Démocratie combattante.

De notre point de vue le révolutionnaire prolétarien, même rigolade ! Il a été de 14 à 54 le plus grand adversaire de la révolution prolétarienne, non pas la revue, le principe.

Aussi je reste ébahi que Delsol ait pu écrire cet article. Le Delsol de 54 ne se rappelle plus ce que pensait le Delsol de 19-24...

Il ne manquait plus à la R.P. que de louanger Jouhaux. Elle aurait mieux fait de se taire, puisqu'elle n'était pas capable de dire posément, sans violence verbale, ce qui nous avait opposé à lui pendant quarante ans.

UNE CONTROVERSE SUR LE PROBLÈME ALLEMAND

L'héritage de Poincaré d'Hitler et de Staline

Nous sommes de plus en plus inquiets et alarmés par la persistance de préjugés « germanophobes » chez des camarades que l'on pourrait croire immunisés contre ce mal. Ce qui nous étonne, c'est que des internationalistes authentiques ne réagissent pas énergiquement et immédiatement.

Le numéro des *Cahiers Fernand Pelloutier* (édités par la C.G.T.-F.O. et le Cercle d'Education Ouvrière) de mars 1954 publie une chronique allemande de notre excellent camarade J. Peyraube qui appelle de sérieuses réserves quant à l'interprétation des faits et de sérieuses objections quant à la conclusion.

Nous avons rédigé une réponse que la rédaction des *Cahiers* a acceptée mais qui ne pourra être publiée que plus tard. La qualité du rédacteur, l'urgence du problème, l'approbation des thèses de Peyraube par des universitaires syndicalistes nous incitent à porter le débat dans la *R.P.*

Citons d'abord quelques extraits caractéristiques de l'article de Peyraube :

Cette « force élémentaire » — expression des manifestations du 17 juin 1953 — *semble s'être levée en réaction contre trois modes d'oppression différents :*

1° *Oppression matérielle, conditions d'existence et de travail rendues de plus en plus difficiles par l'élévation des normes de production. C'est bien là, semble-t-il, l'origine du mouvement qui, de ce point de vue, semble avoir obtenu satisfaction.*

2° *Oppression nationale et réaction de la masse populaire allemande contre les mesures imposées sous la protection ou au moins en la présence d'une puissance étrangère qui était encore l'ennemi d'hier.* Il ne faut pas oublier, en effet, que la population de l'Allemagne de l'Est est celle qui a, dans son ensemble, soutenu le régime hitlérien jusque dans ses derniers jours, y compris ceux de la lutte contre l'armée soviétique (1). *Les mesures contre lesquelles se sont élevés les manifestants du 17 juin ont certainement gagné en impopularité à être proposées par un gouvernement placé sous la protection de la puissance de l'U.R.S.S.*

3° *Oppression d'un appareil bureaucratique et policier issu cependant de la classe elle-même — le prolétariat — qui a essayé d'en secouer le joug. C'est là sans doute l'aspect le plus intéressant de ce mouvement de protestation car il permet de mieux discerner le caractère particulier que bientôt neuf ans de démocratie populaire ont imprimé à l'Allemagne de l'Est, et aussi ce qui la sépare de sa voisine, l'Allemagne de l'Ouest. En effet, l'Allemagne de l'Est donne l'exemple d'un Etat à structure économique libérée du capitalisme,* mais qui a vu et laissé se développer en son sein un appareil bureaucratique et policier dont l'origine populaire et nationale reste malgré tout incontestable. Il semble bien que les populations de l'Allemagne de l'Est aient conscience de cette libération du capitalisme et de ce progrès vers un certain socialisme, car il est remarquable qu'à aucun moment à l'Est n'ait été réclamée une réunion immédiate à l'Allemagne de l'Ouest.

...L'Allemagne de l'Est tend à devenir un Etat prolétarien, même si — ce qui ne saurait surprendre qu'un stalinien bon teint, s'il en reste — cet Etat prolétarien forge lui-même les instruments de son asservissement. Or il est bien évident que cet Etat prolétarien, en tant que tel, n'a rien à gagner, et tout à perdre, à revenir au libéralisme économique actuellement triomphant à l'Ouest... *La cogestion suppose que le prolétariat participe à la gestion de l'économie avec le capital, et que le prolétariat par là même reconnaît l'existence du capital et accepte son pouvoir. Une telle reconnaissance n'a aucune valeur à l'Est, où le capital privé n'existe plus.*

...On peut remarquer que :

1° *Les mouvements de juin n'ont révélé aucune organisation générale de l'insurrection. On n'a pas assisté à la mise en place d'un appareil politique préparé à l'avance. On n'a pas publié un programme d'action qui permette de prévoir au mouvement des étapes successives.*

2° *De plus, les mouvements de juin 53 — et c'est là le symptôme le plus grave quant à leur signification profonde — ont eu pour promoteurs et acteurs des gens qui avaient assisté passivement, dans les années et les mois immédiatement précédents, à une injustice aussi criante que les persécutions antisémites. Si la conscience de classe, dans un peuple, ne peut se nourrir que d'un appel à la justice devant les injustices dont il est victime, on peut à bon droit douter du sens de la justice chez un peuple qui reste aussi indifférent au spectacle de l'injustice.*

LE TRIOMPHE D'ADENAUER A L'OUEST

...Les causes de la défaite — car c'en est une — du prolétariat de l'Allemagne de l'Ouest semblent résider dans l'aveuglement avec lequel le prolétariat et ses représentants les plus autorisés, les syndicats, ont refusé de prendre une attitude qui leur soit propre, et les distingue nettement des courants et des hommes politiques de droite, pour tenter uniquement d'offrir le moins de prise possible aux reproches de l'adversaire. Or prêter attention aux reproches qu'on vous adresse, c'est en politique faire œuvre négative, c'est reconnaître la consistance de ces reproches, c'est se placer sur le terrain de l'adversaire, c'est aller en conséquence au devant de la défaite.

Les syndicats allemands ont agi, devant la campagne d'Adenauer, comme s'ils craignaient trois principaux reproches :

1° *Reproche d'intervenir, en tant qu'organisme syndical, dans la vie politique...*

(1) Tous les passages soulignés dans l'article de Peyraube le sont par nous.

2° *Reproche de paraître trop rouges, trop proches du communisme. Ce reproche est un de ceux qui portent le plus en Allemagne de l'Ouest en raison des souvenirs rapportés soit par les anciens prisonniers en Russie, soit par les réfugiés de l'Est, mais en raison aussi du cléricalisme dominant le plus souvent la vie politique de l'Ouest, et pour lequel le communisme est l'ennemi numéro 1 d'une prétendue civilisation chrétienne dont le contenu est par ailleurs singulièrement élastique.*

3° *Reproche de se retrancher de la communauté nationale dont la cohésion s'exprime autour d'un seul homme. Ce souci d'orthodoxie nationale en Allemagne, et la facilité avec laquelle il vient à bout en chaque conscience de l'appartenance à une classe sociale, peut paraître surprenant à un Français. Mais il l'est beaucoup moins si l'on songe que l'Allemand n'a jamais vu chez lui de luttes de classes comme celles que nous avons connues, en France, de* 1789 *à* 1936 *en passant par* 1830, 1848 *et* 1871.

...Seulement, arrivé à ce point de notre analyse, il nous faudrait reprocher au peuple allemand d'avoir l'histoire qu'il s'est, après tout, forgée lui-même... Le gouvernement réactionnaire et libéral d'un Adenauer est l'obstacle majeur à la réunification de l'Allemagne, donc à l'entente de l'Est et de l'Ouest, donc à la paix du monde. C'est dans cette perspective que l'on ne peut que souligner le rôle capital que peut jouer dans les années qui viennent le prolétariat allemand, et souhaiter qu'il trouve en lui-même la force de le jouer.

LA CULPABILITE ALLEMANDE

Il paraîtra quelque peu outrecuidant d'opposer des éléments d'un problème que nous ne pouvons étudier par contact direct avec les textes et les hommes à un spécialiste de la langue et de la civilisation allemandes, dont nous estimons hautement la bonne foi et la générosité. Le sous-titre même des *Cahiers Pelloutier* invite cependant à la « recherche et à la libre discussion ». Notre intervention s'inspire du même esprit.

Une précaution préalable s'impose. Nous sommes payés pour mesurer l'étendue des maux causés par le nazisme et particulièrement par l'atroce antisémitisme. Nous voudrions cependant que l'on évitât la douloureuse évocation d'un passé que certaine démagogie exploite abusivement. Sinon il faut renoncer à tout débat objectif. A moins d'incriminer une « inhumanité » chronique et endémique du peuple allemand. Ce qui a évidemment l'avantage de simplifier le problème, sans d'ailleurs en augmenter les possibilités de solution. Une telle « philosophie de l'histoire » impose des principes qui justifient toutes les discriminations, toutes les dominations arbitraires. L'inhumanité du peuple allemand s'apparente à « l'infériorité » des indigènes africains, à la cruauté des Jaunes, à la servilité russe, au conformisme américain, même à la pseudo-instabilité politique française. Idées générales qui ne sont « justes », que lorsqu'elles sont fonction « de la raison du plus fort ».

Le peuple allemand doit expier les crimes qu'il a commis ou laissé commettre ? Oublie-t-on que l'expiation fut cette fois immédiate et très lourde ? Si elle ne fut pas assez efficace, c'est parce qu'elle fut imposée par la victoire et non par une répression équitable et universelle de tous les actes de « génocide ». On n'a pas le droit d'autre part de juger le silence imposé par une dictature comme de « *l'indifférence au spectacle de l'injustice* ». Sinon que faudrait-il penser des peuples russe et vassaux de la Russie ? et du peuple français qui accepte consciemment ou non les injustices dont il profite et ne s'émeut contre les autres que lorsqu'une propagande orientée et puissante les fabrique, les gonfle ou les exploite ?

Le phénomène hitlérien ne prendra-t-il pas dans l'histoire les caractères d'une monstrueuse purulence provoquée par une crise permanente et profonde ? Permanence d'un dynamisme économique dont la progression rapide s'est heurtée aux positions acquises par le vieux capitalisme de l'Europe occidentale et n'a guère favorisé la formation d'une classe bourgeoise « adulte » et « mûre » économiquement et politiquement (2). Profondeur de la crise mondiale de 1929 qui a gelé les capitaux américains placés aux centres moteurs de l'Allemagne que le chômage, la misère et le désespoir ont de nouveau bouleversée. L'hitlérisme : nationalisme hypertrophié, ne naquit-il pas de la fragilité de la nation allemande, son antisémitisme de la faillite de la finance internationale, son autarcie de la rupture avec le capitalisme américain ? Et si le problème se pose en de tels termes, la solution n'est-elle pas à rechercher dans des voies diamétralement opposées à celles de la Triple Entente de 1914, des Alliés de 1919, des négociateurs de Potsdam de 1945 ?

L'ALLEMAGNE ORIENTALE : ETAT SOCIALISTE ?

Peyraube énumère les causes de l'insurrection berlinoise de juin 1953. Nous renvoyons nos camarades au numéro de la *Révolution prolétarienne* de juillet-août 1953, où Manès Sperber, Gustave Stern et Paul Barton ont décrit, analysé, interprété le mouvement. Peyraube ne semble pas les contredire. Mais son jugement reste faussé par des illusions sur le régime de l'Allemagne orientale et son mépris du prolétariat allemand.

Nous avons entendu, avant juin 1953, un professeur stalinien affirmer que la population de l'Allemagne occidentale fut toujours plus réactionnaire que celle de l'Allemagne orientale. Nous entendons Peyraube affirmer que « la population de l'Est est celle qui a dans son ensemble soutenu le régime hitlérien, jusque dans ses derniers jours, y compris ceux de la lutte contre l'armée soviétique ». Jugements contradictoires qui reposent exclusivement tous deux sur la situation imposée par les lois de la guerre. On croirait, à écouter ces deux professeurs, que la division actuelle de l'Allemagne fut déterminée par un libre choix des populations. L'un néglige l'importance des forces socialistes et communistes (dans la Ruhr et dans la Rhénanie en particulier) sur les terres allemandes entre les Vosges et l'Elbe. L'autre méconnaît les traditions socialistes et les initiatives révolutionnaires du prolétariat de Berlin et de Saxe (c'est dans l'agglomération berlinoise que les spartakistes furent les plus nombreux en 1919, — c'est en Saxe que se constitua en 1923 le premier gouvernement socialo-communiste).

Les armées allemandes ont reculé simultanément là devant les armées russes ; ici devant les armées anglo-franco-américaines. La population de l'Est n'a pas soutenu le régime hitlérien plus que celle de l'Ouest. Elle a subi une invasion beaucoup plus

(2) Le capitalisme allemand en son développement monstrueux prenait un caractère cosmopolite. La grande crise allemande de 1923 l'obligea à appeler les capitaux américains. L'industrie électrique allemande — la plus importante après celle des Etats-Unis — était dominée par deux sociétés : la Société Générale d'Electricité et la Siemens-Schuckert. L'une et l'autre — même la dernière, cependant dirigée par des pangermanistes — étaient passées sous le contrôle financier du trust américain de la General Electric Cie, lorsque débuta la crise mondiale de 1929-1930.

cruelle et inhumaine que celle de l'Occident. Elle subit aujourd'hui un régime vassal de l'U.R.S.S. qui ne lui laisse aucune autre possibilité d'expression que « la révolte aux mains nues ». Et si nous avons souffert de l'asservissement du peuple allemand par Hitler — qui ne se heurta qu'à une résistance clandestine demeurée sinon sans effet et sans gloire, du moins sans éclat au milieu des ténèbres (3) — nous pouvons saluer l'insurrection de juin 1953 comme un héroïque réveil et une lumineuse rédemption.

On rougit d'énoncer de telles évidences. On reste confondu par la candeur des « abstractions » de Peyraube. Ainsi l'Allemagne de l'Est, libérée du capitalisme, a laissé se développer en son sein un appareil bureaucratique et policier dont l'origine populaire et nationale reste malgré tout incontestable. Les populations de l'Allemagne de l'Est auraient conscience de cette libération du capitalisme et de ce progrès vers un certain socialisme. L'Allemagne de l'Est tend à devenir un Etat prolétarien qui n'aurait rien à gagner et tout à perdre à revenir au libéralisme économique actuellement triomphant à l'Ouest.

Nous n'omettons pas les constatations de Peyraube sur l'appareil bureaucratique et policier : mais c'est beaucoup plus une nouvelle charge au passif moral du peuple allemand qu'une condamnation du socialisme... « stalinien » et de l'Etat dit prolétarien. Selon notre auteur, ce serait volontairement que la classe ouvrière de l'Est aurait édifié le nouveau régime et tiré l'appareil de sa propre substance. Tout aussi volontairement qu'elle refuse une union immédiate avec l'Allemagne de l'Ouest. Malheureusement la propagande communiste à l'Est et à l'Ouest a lancé le slogan de l'unité. Peyraube en déduira probablement que ce tournant a été conçu et voulu par le peuple allemand de l'Est.

Victime des impostures staliniennes, Peyraube admettra difficilement que les purges et épurations pratiquées dans toutes les institutions populaires et dans le parti unique ont eu pour objet et pour effet de remplacer par des créatures de Moscou tous ceux qui exprimaient encore quelque pensée indigène. Il estime sans doute que le S.E.D. (parti socialiste unitaire) est un véritable parti socialiste. Il se félicite probablement du nouveau camouflage que représente la « souveraineté » accordée à la République démocratique, après que l'on a « mis au pas » son gouvernement et orienté toute l'économie de la zone soviétique selon les intérêts exclusifs de l'U.R.S.S.

Tout ce que nous pouvons reconnaître de notre côté, c'est que la « synchronisation » (pour reprendre le terme hitlérien) de l'Allemagne orientale fut beaucoup plus difficile que celle des autres pays vassaux, parce que le carrefour de Berlin reste un observatoire redoutable, parce que l'on s'est heurté, comme en Tchécoslovaquie et en Pologne, à un prolétariat fortement organisé et encore suffisamment conscient, malgré douze ans d'oppression nazie.

LE PLEBISCITE DES PIEDS

L'avantage des abstractions c'est que la réfutation en est quelque peu difficile, à moins d'opposer des idées générales à d'autres formules tout aussi générales. Le pauvre petit fait concret, localisé, circonscrit fait pauvre figure sous des vêtements humains, en face de la pure allégorie aux formes divines, l'irrésistible « grue métaphysique » (4). Lénine, l'un des plus grands réalistes de l'Histoire, disait pour imposer la signature du traité de Brest-Litowsk en 1918 que les paysans « avaient voté pour la Paix... avec leurs pieds, en abandonnant les tranchées ». Aux élections préfabriquées d'Allemagne orientale nous ne pouvons opposer que le « plébiscite des pieds ». Il était plus facile dans la Russie en révolution de fuir les tranchées qu'il l'est de traverser le « rideau de fer » aujourd'hui. Or de 1945 au 1er janvier 1949, on compte 1.240.000 réfugiés orientaux en Allemagne de l'Ouest. De 1949 à 1953, la moyenne mensuelle monte de 10.800 à 15.200 (16.400 en 1950). La progression a été constante jusqu'en mai 1953. (22.396 en janvier, 31.613 en février, 58.695 en avril, 35.484 en mai). Voilà qui nous donne de 1945 à juin 1953 plus de 2 millions de réfugiés « homologués », à qui il faudrait ajouter les clandestins et les déveinards qui n'ont pu passer.

Des bourgeois, des réactionnaires, des nazis, ces déserteurs de l'Etat socialiste et prolétarien ! ? Sur les 184.793 émigrants des cinq premiers mois de 1953, en excluant les enfants, les vieillards et les femmes sans profession, on compte 24.913 paysans et commerçants, 17.000 employés et fonctionnaires, 52.117 ouvriers. Foule populaire dont 56 % sont des ouvriers qui ne sont probablement ni prolétariens ni socialistes.

Voilà ceux qui ont déserté. Est-ce l'idéalisme qui a retenu les autres ? Ou la terreur ? Le *Comité de lutte contre l'inhumanité* publiait le 5 janvier 1952 ce bilan de sept années de régime soviétique : 185.000 personnes en camps de concentration, 96.000 disparus complètement, 37.000 déportés en U.R.S.S., 50.000 détenus politiques. Des socialistes et des syndicalistes ne sont sortis du camp de déportation nazi que pour entrer dans le camp soviétique.

L'appareil bureaucratique et policier serait allemand ? Evidemment... comme les brutes de Doriot et les tortionnaires parisiens de la Gestapo étaient Français... La sélection ne s'est pas effectuée selon le dévouement révolutionnaire, la science marxiste, même l'orthodoxie stalinienne mais exclusivement selon la soumission à la puissance occupante.

La centrale syndicaliste de l'Allemagne orientale « Frein Deutschen Gewerk Schaftsbund » reconnait dans ses statuts (article 5 bis) « *que le S.E.D.* (parti socialiste unitaire : camouflage du parti communiste) *est l'avant-garde consciente de la classe ouvrière, c'est lui qui élabore les programmes économiques. Il est le porte-parole du peuple allemand dans la lutte pour la Paix et l'unité nationale.* »

Subordonnés au parti communiste, lui-même instrument de Moscou, les dirigeants syndicaux doivent donner des gages de leur obéissance passive. L'un d'eux, stalinien de stricte obédience, ayant dans l'*Arbeit* (organe théorique de la F.D.G.B.) glorifié « le rôle historique prépondérant des théoriciens allemands du socialisme » doit désavouer de tels propos, jugés « antisoviétiques et antibolcheviks ».

Tous les fonctionnaires syndicaux étaient encore en 1952 soumis au contrôle de policiers russes et obligés de s'expliquer périodiquement sur leur attitude à l'égard de l'U.R.S.S. On avouera que pour « forger lui-même les instruments de son asservissement » cet Etat prolétarien aura été quelque peu aidé par la grande puissance amie et protectrice...

---

(3) Le recul du temps permet de juger aujourd'hui que l'opposition intérieure à Hitler — plus forte qu'on ne l'a dit — a été quelque peu contrariée par le mot d'ordre de **capitulation sans condition de l'Allemagne.**

(4) La formule inspirée par Karl Marx et Engels fut popularisée en France par Paul Lafargue, le gendre de Marx et le lieutenant de Jules Guesde.

SOUS LE SIGNE DE L'IMPOSTURE

On insistera sans doute sur la générosité de cette puissance qui abandonne une grande partie des réparations et rend à son Etat vassal tous les attributs de la souveraineté. La République démocratique sera libre... exactement comme la C.G.T. française qui théoriquement est dirigée par ses congrès... exactement comme la Tchécoslovaquie, avant même le coup de force communiste de 1948, dont le gouvernement qui avait adhéré au plan Marshall *obéit librement* à Staline, en annulant son adhésion, quarante-huit heures après l'avoir accordée. C'est pour éviter de tels ratés dans la machine que l'on a « suicidé » Masaryk. En Allemagne orientale, la purge fut préventive...

Peyraube ignore-t-il que cette affaire des « réparations » masque la plus gigantesque supercherie de l'Histoire ? (5) Le 18 mai 1953, l'U.R.S.S. annonça qu'elle diminuait de moitié les crédits dus par l'Allemagne orientale au titre des réparations. Elle avait droit, selon les accords de 1945, à 10 milliards de dollars. Elle reconnaissait avoir reçu 3.658 millions. Il restait donc une dette de 6.342 millions que Moscou réduisait à 3.171. En fait si l'on tient compte des « sociétés par actions » devenues propriétés soviétiques et des « démontages d'usines », qui ne sont pas portées au compte des réparations, on aboutit à une *valeur globale de* 28 *milliards de dollars pour la période de* 1945 *à* 1952.

Ce sont là des calculs établis à Bonn que l'on peut discuter. Mais par recoupement on peut apprécier la valeur des informations de source soviétique.

Le 18 janvier 1950 un représentant de la zone soviétique affirmait officiellement que les frais d'occupation se montaient à 400 *millions de marks par an.* Le ministère fédéral de l'Unité en Allemagne occidentale publiait un rapport aboutissant à cette conclusion que l'occupation soviétique avait imposé à l'Allemagne orientale une charge de 2 *milliards* 100 *millions de marks en* 1948, *soit cinq fois plus que la somme déclarée.*

Or le protocole du 22 août 1953 rédigé à Moscou indique que les dépenses d'occupation « seront de 1 milliard 600 millions en 1954 *au lieu de* 2 *milliards* 182 *millions en* 1949 ». Les calculs des institutions de Bonn sont donc officiellement confirmés, et le mensonge des domestiques officiellement reconnu par les maîtres.

On démontrerait avec la même rigueur que l'Etat prolétarien de l'Allemagne orientale n'a été qu'un instrument de pillage et de spoliation au profit exclusif de l'U.R.S.S. Que l'on ne s'écrie pas « c'est bien fait pour les Boches »... Car la même opération a été réalisée dans toutes les démocraties populaires (6).

La scission titiste, les procès engagés en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie contre des communistes indigènes de stricte obédience n'ont pas d'autres causes et d'autres motifs. On l'a démontré avec assez de rigueur et assez de clarté, mais pas assez de résonance... puisque Peyraube n'a pas entendu. On pourra renouveler cette « mise au point », car c'est par un véritable et scandaleux abus de confiance que l'on peut attribuer la qualité de communiste — même autoritaire — à cette gigantesque entreprise de colonisation qui dépasse en ampleur et en malfaisance les plus monstrueux brigandages impérialistes du XIX[e] et du XVI[e] siècle.

L'illustration la plus typique de cette affirmation c'est l'exploitation au profit de la Russie des mines d'uranium de l'Erzebirge (à la frontière tchéco-allemande), qui, selon un témoignage publié en 1950, a nécessité l'enrôlement forcé et la résidence forcée de 100.000 à 130.000 Allemands.

Sans doute pourrait-on engager le débat doctrinal sur le caractère « socialiste » d'un Etat qui a exproprié les capitalistes au profit non des ouvriers, mais d'une caste bureaucratique (l'échelle des salaires et rémunérations irait dans l'empire stalinien de 1 à 40 ou même de 1 à 100).

Charles Maurras établissait autrefois la distinction entre *le peuple concret et le peuple abstrait.* Le socialisme se réalise-t-il lorsque le « *prolétariat concret* » est plus sauvagement exploité et asservi par les... représentants du *prolétariat abstrait* que par les capitalistes ? On peut juger utopiques les vieilles formules des syndicalistes révolutionnaires de 1906 : « *la terre aux paysans, la mine aux mineurs, l'usine aux ouvriers* ». L'expérience de ces trente dernières années prouve que la « cogestion » des entreprises est une étape vers le socialisme. La gestion des entreprises par des bureaucrates nationaux et, à fortiori, par des représentants ou des créatures d'un Etat impérialiste étranger marque une énorme régression et détruit les espoirs socialistes en annihilant tout mouvement ouvrier libre.

L'OBSTACLE MAJEUR A LA PAIX DU MONDE

Mais la tendance de Peyraube apparait plus nettement encore dans son interprétation du succès d'Adenauer. On aurait souhaité d'abord une analyse objective des résultats électoraux du 6 septembre 1953 et de la comparaison avec 1949.

Si les chrétiens socialistes passent de 7.359.084 voix à 12.440.790, les socialistes montent de 6.934.975 à 7.939.774. L'échec ouvrier se traduit donc par *un gain de* 1.000.000 de voix. Il est vrai que le pourcentage marque un progrès sensible pour les chrétiens socialistes (de 31 % à 45,2 %) et un léger recul pour les socialistes (de 29,2 % à 28,8 %). Mais le nombre des votants a augmenté de 4 millions. Ce sont les nouveaux électeurs et le recul impressionnant de partis bourgeois, nationalistes, particularistes qui ont déterminé le succès d'Adenauer. Ce qui s'explique facilement par la prodigieuse ascension économique de l'Allemagne occidentale de 1949 à 1953.

Si l'on veut se placer sur le terrain choisi par Peyraube, si l'on mesure la capacité ouvrière à des résultats électoraux (ce qui n'est pas notre cas), on doit se féliciter au contraire de la solidité du parti social-démocrate. Celui-ci ne pouvait espérer emporter la majorité absolue. Un échec relatif

---

(5) Des gens sérieux poussent l'objectivité jusqu'à bâtir des théories sur les informations, rapports, statistiques d'origine moscovite. C'est oublier qu'un document n'a de valeur que lorsque l'on peut librement contrôler ses sources et son contenu et le soumettre à l'épreuve contradictoire. Ce qui est impossible en régime totalitaire, où toute information publique n'a pas d'autre but que d'étayer une thèse préétablie ou de confirmer une tendance fixée préalablement. Le tournant actuel de la politique de l'U.R.S.S., dont on ne peut apprécier le but réel, devrait permettre cependant une utile confrontation des informations diffusées par Moscou ou sur l'ordre de Moscou, **avant et après**, sans que l'on reconnaisse la sincérité des unes et des autres.

(6) Le mécanisme de ces opérations a déjà été analysé. Il conviendrait d'insister sur les résultats de cette analyse. Citons simplement trois exemples typiques. L'expropriation des sociétés pétrolifères de Roumanie au profit exclusif de l'U.R.S.S. ; l'interdiction de réaliser des combinats : yougoslaves-hongrois, quoique les sources de matières premières industrielles soient complémentaires ; la transformation de l'industrie tchécoslovaque pour servir les intérêts stratégiques de l'U.R.S.S. Si l'adaptation en Allemagne soviétique fut plus difficile, il est cependant établi que presque toute la production industrielle était dirigée vers l'U.R.S.S.

d'Adenauer aurait entraîné la formation d'un gouvernement de coalition avec participation socialiste. La formule est appliquée actuellement en Italie par le parti socialiste de Saragat, savoir si l'opposition — préservant l'indépendance ouvrière — n'est pas préférable à cette fraction ou cette illusion de pouvoir.

C'est toujours par des raisonnements abstraits, sans aucune citation ou référence, que Peyraube critique la « politique » des syndicats allemands.

Ignore-t-il que l'unité syndicale existe en Allemagne occidentale, qu'il n'y a pas de syndicats chrétiens, que la prise de position de la centrale — si timide qu'elle apparaisse — a failli provoquer une scission dont la prévision n'est pas exclue ? Il reproche aux syndicalistes et aux socialistes allemands leur anticommunisme. Nous les en félicitons au contraire. L'écroulement des staliniens prouve l'efficacité de la tendance. Quant à l'expliquer par le cléricalisme, c'est une nouvelle simplification abstraite. En Allemagne, comme dans certains Etats américains, l'Eglise catholique a souvent représenté une force d'opposition en face du conformisme des Eglises « luthériennes officielles ». Cet héritage s'inscrit peut-être — oh ! pour une part légère — dans l'actif d'Adenauer. Ce qui n'est pas contestable, c'est que le communisme rencontre le plus de succès dans les pays où le cléricalisme a dominé souverainement. L'Italie, par exemple. Certaines régions françaises. En Espagne et en Belgique, l'action héroïque des anarchistes espagnols et surtout catalans, la vigueur laïque du parti ouvrier belge n'ont pas permis la montée du communisme, parce que les uns et les autres ont été nettement anticléricaux.

Laissons donc les images d'Epinal dans l'arsenal des propagandes grossières. Le Christ et Karl Marx servent d'enseignes à des bazars hétéroclites. En réalité, la clientèle cléricale et la clientèle totalitaire se confondent dans la même foule. Les vrais chrétiens et les vrais communistes sont aussi anticléricaux qu'antistaliniens.

Ce sont sans doute les classes moyennes qui ont assuré le succès d'Adenauer comme elles avaient assuré celui d'Hitler. Mais pour des raisons diamétralement opposées. Ici c'étaient la ruine des épargnants, la misère et le désespoir. Là, c'est la reconstitution de l'épargne, l'aisance relative et l'espoir d'une sécurité consolidée.

Si l'on reconnaît que l'hitlérisme triompha par la faiblesse d'une bourgeoisie nationale et la rupture avec l'Occident, le gouvernement chrétien socialiste représente l'antithèse de l'hitlérisme et une garantie de paix.

Il est vrai qu'il consolide le système capitaliste. Et nous souhaitons comme Peyraube que l'opposition ouvrière gagne en force organique et en volonté d'action efficace (7). Ce qui imposera tôt ou tard au parti socialiste et aux syndicats de se libérer du nationalisme. Ce qui leur impose aussi de s'affirmer solidaires de la classe ouvrière d'Allemagne orientale dans la lutte contre le totalitarisme moscovite.

(7) Peyraube semble croire que l'Allemagne avant Hitler et Staline n'a pas connu la lutte de classes. Voilà qui suffoquera les marxistes. Et aussi tous ceux qui n'ont pas oublié l'influence de Rosa Luxembourg : la magnifique grève générale qui en 1920 brisa la tentative militariste de von Kapp, toutes les batailles sanglantes auxquelles ont participé les masses prolétariennes allemandes de 1919 à l'avènement de Hitler. Nous n'avons pas attendu Peyraube pour déplorer l'insuffisance de la social-démocratie et des syndicats allemands, mais il ne faut pas oublier dans cette histoire des échecs de la classe ouvrière et de la démocratie les lourdes responsabilités des communistes qui ont admirablement favorisé les desseins de Hitler.

Peyraube pense-t-il le contraire ? On le craint à lire sous sa plume cette phrase étonnante « *que le gouvernement d'un Adenauer est l'obstacle majeur à la réunification de l'Allemagne, donc à l'entente de l'Est et de l'Ouest, donc à la paix du monde* ». Croit-il qu'un gouvernement socialiste à l'Ouest s'entendrait avec le gouvernement satellite de Moscou ? C'est une hypothèse qui n'est pas à exclure. Moscou peut un jour accepter des élections libres dans toute l'Allemagne. Il est probable qu'un gouvernement socialiste en sortirait. Mais la concession de Moscou si elle ne représentait pas un recul et une défaite ne s'expliquerait que par l'espoir d'une rupture avec l'Occident.

Or l'économie orientée de la zone soviétique ne s'adapterait pas à celle de la République fédérale. Des observateurs étrangers ont évalué à 1 million le nombre de chômeurs que provoquerait immédiatement la liquidation des entreprises et des institutions imposées par le système stalinien. L'Allemagne subirait de nouveau le régime de l'isolement, pour ne pas dire de l'encerclement. Un néo-hitlérisme surgirait et se développerait selon le même processus qu'en 1930, alimenté par des revendications nationales plus ou moins légitimes, soutenu peut-être par la vieille politique de Bismarck, reprise par Hitler lors du pacte germano-soviétique de 1939.

Victoire soviétique... à retardement, qui conduirait à l'asservissement de l'Europe et au conflit mondial.

Nous supplions Peyraube de nous entendre. Nous ne renions pas notre pacifisme d'autrefois. Mais, lorsque nous le servions avec un acharnement que d'aucuns peuvent encore nous reprocher en 1938 et en 1939, nous avions perdu nos ambitions et nos illusions de 1919. Nous souhaitions des compromis pour gagner du temps. Notre conviction profonde, que nous n'exprimions pas toujours, que nous n'osions pas toujours reconnaître, s'opposait à la coexistence durable de la paix et de la tyrannie totalitaire.

L'obstacle majeur à la paix du monde, aujourd'hui comme hier, c'est le régime qui ne vit que par l'anéantissement des libertés et la totale abdication des hommes.

Roger HAGNAUER.

De l'internationalisme germanophobe

L'Allemagne a été vaincue et beaucoup d'Allemands songent à la revanche.

Elle a perdu des provinces et veut les récupérer.

C'est une folie, dans ces conditions, de remettre des armes dans les mains de ce peuple.

La psychologie de l'Allemagne est donc l'élément le plus explosif dans un continent déjà suffisamment inflammable.

Quel est l'héritier de Dérculède et de Poincaré... Quel est le chauvin germaphobe qui affirme une telle phobie du peuple allemand ?

Quel est le prisonnier des vieux mépris et des vieilles haines qui peut écrire aujourd'hui, en face des armements de l'U.R.S.S. et de ses satellites, que l'Allemagne divisée, désarmée, occupée, représente le principal danger de guerre ?

Ne cherchez pas.

C'est le citoyen Aneurin Bevan, leader de la gauche anglaise et européenne, dans un article de *la Correspondance socialiste internationale* de mai 1954, dont le titre exprime un antimilitarisme... à sens unique :

Ne donnez pas d'armes... aux Allemands !

Le congrès de l'Union des Syndicats F.O. de la Région parisienne

La foire d'empoigne

Le congrès de l'Union départementale de la région parisienne qui s'est tenu les 8 et 9 mai laissera un triste souvenir dans la mémoire des militants. Rarement congrès s'est tenu dans des conditions aussi déplorables.

Nous savons fort bien que les instances syndicales de cet ordre comportent leur part de petites manœuvres et autres combines. Celles-ci restent en général dans le domaine de l'acceptable sinon du purisme.

Les permanents de la région parisienne ont certainement voulu se singulariser en tombant dans ce qu'il y a de plus ignoble. Si un qualificatif devait être donné à cette assise syndicale nous dirions qu'elle s'est tenue sous le signe de la bassesse.

Les trois premières séances se tinrent dans une atmosphère de contrainte. Les rapports, moral et financier, furent digérés sans que les militants de la minorité se manifestent sérieusement. Les chevronnés de la minorité s'interrogeaient avec inquiétude et restaient prudemment dans l'expectative.

Les jeunes militants eux-mêmes sentaient que quelque chose ne tournait pas rond. Le congrès leur semblait-il manquait de gueule et ne tenait pas ce qu'on leur avait promis.

L'adoption du rapport moral à une majorité manquant de confortabilité aurait dû faire l'objet de discussions extrêmement serrées. Qu'on en juge plutôt, 636 voix « pour », 135 « contre » et 273 « abstentions ».

Nos jeunes amis n'allaient pas tarder à être servis. Le congrès allait prendre de la gueule. Une sale gueule.

La bombe éclata, ou plutôt la boule puante à la présentation de la motion d'orientation.

Les minoritaires de tous poils largement représentés dans la commission, ceci avec la complicité de Chonion, avaient fait bonne mesure. Unité d'action, prise de position sur la C.E.D., exclusion des luttes par branches professionnelles, rien n'y manquait.

La réaction fut immédiate. Les vieux dur-à-cuire donnèrent à plein, avec d'autant plus de fougue que les résultats du vote pour la commission exécutive s'ils n'étaient pas connus officiellement s'étaient propagés.

Et la basse manœuvre apparaissait clairement.

Les permanents de l'Union avaient fait leur jonction avec les minoritaires pour conserver leurs fauteuils.

Le voyage du 1er mai à Nantes de Lerai était rentable.

L'opération fut d'ailleurs facilitée par une opération relevant de l'escroquerie. Un nombre de voix très important, environ deux cents, fut employé à cet effet. Alors que la commission des mandats dans une seule et unique séance avait validé 1.044 voix certains candidats furent élus avec plus de 1.200 suffrages.

Par ailleurs, l'article des statuts spécifiant qu'un délégué ne peut voter qu'avec au plus cinq mandats, ne fut pas respecté. Aucun contrôle n'étant effectué entre les différentes urnes, il était aisé à un même militant de voter trois fois avec un nombre total de quinze mandats, cette opération s'étant faite dans la confusion qui règne dans un début de séance.

A noter que la motion d'orientation renvoyée à la commission élargie aux membres majoritaires qui étaient intervenus à la tribune fut finalement tronquée et privée des amendements que j'y avais proposés notamment sur le désarmement et l'unité d'action. Ce n'est pas le renvoi à la motion votée au congrès confédéral de 1952 qui peut donner satisfaction à une union départementale habilitée à formuler ses propres avis.

Tout cela manque de grandeur. Que des responsables rassemblent leur majorité pour conserver leurs places, rien que de très compréhensible bien qu'il y aurait beaucoup à dire sur les petits copains qui craignent comme la peste le retour à l'établi.

Mais que pour conserver leurs fauteuils ils foulent aux pieds leurs idées, leurs conceptions personnelles, nous pensons qu'il est bon, qu'il est salutaire de jeter un cri d'alarme ; nous pensons que demain ils peuvent aussi bien tenir la corde que graissent à notre usage nos amis de la rue La Fayette.

M. LEPRIX.
(de la Fédération F.O. des P.T.T.)

Impressions d'un congrès d'U.D.

On a beau avoir l'habitude des congrès, un secrétaire qui vit chaque jour avec ses camarades de base a toujours une réaction que l'on peut assimiler au comportement d'un provincial qui arrive à Paris.

Pour ma part, j'attendais de ce congrès de l'Union départementale beaucoup de choses et en particulier des débats de grande tenue au cours desquels auraient été examinés les événements du mois d'août 1953, mais aussi, et surtout, l'orientation et les problèmes qui en découlent.

Le secrétaire général Chonion développa son long rapport d'activité qui déjà avait été publié dans un numéro spécial de la **Bataille sociale.** Que peut-on reprocher à ce rapport ? C'est d'avoir repris intégralement les discussions et les résolutions des comités généraux et des réunions de commission exécutive. Si cela était nécessaire, il aurait été nécessaire aussi de connaître les idées et les réalisations du bureau de l'Union et, en particulier, celles des permanents.

A la suite du rapport moral, nous avons entendu un vieux militant chevronné, aux idées claires, mais dont le manque de contact avec la base lui permet de gravir des sommets qui, hélas ! ne sont trop souvent vus qu'avec des jumelles. Combien était émouvante la venue parmi nous d'ouvriers aveugles qui cherchent chaque jour à se refaire une place d'homme par leur travail et leur volonté !

Le congrès fut salué par le secrétaire général de la C.G.T.-F.O., Robert Bothereau. Il détermina dans son intervention l'orientation qu'il fallait

donner à l'activité confédérale : réformes de structure, liberté aux syndicats pour la défense de leurs revendications, mais nécessité aussi de ne pas tomber dans le piège de l'unité d'action.

Lorsque fut ouverte la discussion, la première constatation à faire était le peu d'empressement des militants les meilleurs à faire connaître leur position. Ce congrès fut cependant traversé par des courants où s'affrontèrent les hommes et les idées ; cela est normal en démocratie syndicale lorsque les hommes ont le courage de se déterminer ouvertement et de combattre pour les idées qu'ils défendent.

Qu'un représentant d'une organisation syndicale ait été régulièrement mandaté pour voter contre le rapport moral, ou pour rayer de la liste de candidatures à la commission exécutive les noms des camarades n'ayant pas assisté régulièrement ou n'apportant pas une contribution effective aux travaux de la C.E., cela est normal, mais ce qui l'est moins c'est de ne prendre aucune position à la tribune du congrès et de rayer les hommes qui n'ont pas plu aux représentants non d'une tendance, mais plus exactement d'une coterie. Essayer de prendre la majorité à la C.E. en éliminant des syndicalistes valables, alors que l'on sait parfaitement que la majorité des syndicats parisiens ne vous suit pas, cela ressemble beaucoup plus à des méthodes de basse politique qu'à des activités syndicales.

Combien il aurait été souhaitable de voir dénoncer publiquement ces méthodes par ceux qui ont la lourde tâche de diriger l'Union ! Nous n'avons pas eu ce plaisir, les uns étant débordés, les autres combinant pour une place de secrétaire général !

Ceux-là n'auraient pas dû oublier qu'ils étaient conjointement responsables de la marche de l'Union ; ils ont essayé cependant de dégager leurs responsabilités en se désolidarisant de leurs camarades.

Pour être plus clair et de façon à ce que chacun comprenne mieux, précisons :

1° QUE LA TENDANCE le **Courrier syndical** et le journal **l'Unité** a essayé d'avoir la majorité à la C.E. ;

2° QUE CETTE TENDANCE fut aidée par un secrétaire permanent de l'Union, Lerai ;

3° QUE LE VOTE par mandat ne fut pas toujours très clair, et c'est peu dire ;

4° QUE LES CAMARADES qui ont toujours défendu l'indépendance de F.O. ont été éliminés, ou élus en queue de liste lors de l'élection de la C.E.

Il reste, pour terminer, à tirer les conclusions de ce congrès et à veiller à ce que, dans l'avenir, semblables méthodes soient abandonnées.

Fervent défenseur du regroupement syndical, je ne pense pas que ce soit avec de telles méthodes que l'on y arrivera. Il y a beaucoup à faire dans le mouvement syndical ; une union départementale comme la nôtre peut y participer utilement, c'est ce que chacun devrait comprendre et appliquer.

R. EICHENLAUB,
Secrétaire F.O. de la R.A.T.P.

Au Comité National Confédéral F.O.

Action syndicale ou propagande politique...

Le Comité national confédéral de la C.G.T.-F.O. s'est réuni les 15 et 16 mai.

La lecture du compte rendu ne nous apporte pas encore de « ces revendications au son clair » dont Amédée Dunois tirait l'une des raisons des succès de la C.G.T. de 1906. Deux tendances nous paraissent également dangereuses. Celle de certains minoritaires qui pensent qu'il faut s'en tenir à la bataille sur le plan national et intercorporatif pour le salaire minimum avec relèvement correspondant de tous les salaires. Celle de nombreux majoritaires qui semblent accepter notre formule d'une bataille limitée sur un terrain choisi (encore par un excès de discrétion parlent-ils uniquement de conventions collectives) mais qui n'entendent réserver à la direction confédérale que l'étude des « grands plans » de « rénovation économique ».

En fait, l'opposition ne réside que dans la hiérarchie des objectifs et dans les différences tactiques. Il s'agit par deux voies apparemment divergentes d'aboutir à une nouvelle politique étatiste. La classe ouvrière est réduite au rôle de masse de manœuvre, la C.G.T.-F.O. à celui de moyen de propagande ou d'agitation. Une nouvelle politique, une nouvelle majorité parlementaire ou électorale, un nouveau gouvernement, peut-être un nouvel Etat. Que l'on pose la revendication interprofessionnelle comme l'espoir d'une législation favorable, ou comme l'un des mots de ralliement d'un nouveau « rassemblement populaire » ; que l'on présente son plan comme une déclaration de principes ou comme un système dont on veut assurer l'application... la revendication et l'action ouvrières ne sont pas envisagées comme des **fins essentielles, comme des objectifs exclusifs.**

Alors quels que soient les termes et le style des programmes, le syndicalisme reste une « force d'appoint »... un auxiliaire et un vassal.

Notre tendance se maintient dans une direction opposée.

La revendication ouvrière formulée et soutenue par ceux qui en attendent la satisfaction.

L'action ouvrière menée là où elle peut être immédiatement efficace, dans l'entreprise d'abord.

La confédération groupant les revendications, fixant la compétence de chaque fédération, **préparant et soutenant l'action dans les entreprises, intervenant par ses unions sur le plan social** pour organiser l'adaptation des hommes et des choses aux progrès techniques que la revendication ouvrière provoquera.

C'est ainsi que le syndicalisme libre renaitra, s'unira, s'affirmera, se réalisera, hors de l'Etat ou contre l'Etat.

UNE JUSTIFICATION DE LA COLONISATION

— A-t-on discuté des problèmes internationaux ? Oui, ...pour s'opposer à l'Internationale. Pour consolider la colonisation française, sous le couvert d'un anticolonialisme verbal.

André Lafond s'est affligé de la sévérité dont il a été victime dans les colonnes de la **R.P.** Pourquoi s'obstine-t-il à justifier cette sévérité, à décourager ceux qui voudraient lui faire confiance ? Comment ne voit-il pas les redoutables séquelles d'une opposition entre **toute** l'Internationale et la seule C.G.T.-F.O. française, quant au problème des « colonies » françaises ?

Quoi que l'on puisse dire contre les abus du colonialisme, le seul fait d'interdire à la C.I.S.L. d'intervenir directement en Afrique du Nord ren-

force le préjugé colonialiste. Proclamer que la solidarité internationale avec les travailleurs tunisiens et marocains ne peut s'exprimer que par le canal d'une centrale française, c'est affirmer le droit de tutelle du peuple français sur les peuples tunisien et marocain. Que le protecteur soit bienveillant ou tyrannique, âpre ou désintéressé, qu'il se propose d'exploiter ou de libérer... progressivement, il reste un **protecteur,** c'est-à-dire un chef et un maître.

La C.G.T.-F.O. a le droit de défendre les intérêts **des fonctionnaires français** que leurs fonctions obligent à séjourner en Afrique du Nord, comme elle défend ceux des fonctionnaires en Allemagne occupée. C'est tout. Il est vrai qu'il y a en Tunisie et au Maroc des Français qui font souche. Il leur suffit d'opter... de choisir entre deux nationalités. En tout état de cause, ce sont bien des syndicats formés en Tunisie ou au Maroc qui doivent grouper tous les travailleurs de **Tunisie, de toutes** origines. Que l'on veuille bien lire les considérants de l'arrêt de la Cour suprême de Washington interdisant la discrimination dans toutes les écoles. Ce texte, digne des philosophes du XVIII[e] siècle — qui nous console des incartades oratoires de M. Foster Dulles — souligne nettement que la discrimination isolant une minorité — « même lorsque celle-ci jouit des mêmes avantages que la majorité » — consacre l'infériorité raciale.

Que dire, lorsque la discrimination s'exerce au profit d'une faible minorité contre la grande majorité ?

Voici nos contradicteurs qui haussent les épaules. Alors nos « nationalismes » ne vous suffisent pas, il faut en provoquer, en renforcer d'autres. Et que faut-il aux travailleurs africains ? Des réformes sociales... et non d'illusoires droits politiques dont seule profitera une classe privilégiée.

Mais nous sommes totalement d'accord, quant au fond. **Seulement nous nous refusons à décider pour les travailleurs africains de ce qui sera le meilleur pour eux.** Il faut tout de même avoir un certain culot, lorsqu'on appartient à la nation française pour incriminer le nationalisme arabe... ou l'impérialisme américain, alors que sur le terrain des initiatives guerrières et des opérations oppressives... il y a d'abord évidemment la Russie de Staline... et loin derrière mais tout de même au deuxième rang... la nation française. Les menaces, les dangers, les intentions, les provocations verbales, les appétits déchaînés, tout cela existe ailleurs, évidemment. Mais les réalités s'appellent l'Europe orientale et l'Afrique du Nord et malgache... l'Indochine et la Corée. Et là, qu'on le veuille ou non, les responsables s'appellent Staline... et la **France.**

Que les nations indigènes constituées deviennent demain des obstacles à l'internation et la paix, nous le craignons. Mais actuellement ce qui rend le nationalisme arabe virulent, c'est l'absence des nations africaines et l'oppression des peuples africains.

Quant à la duperie des droits politiques et démocratiques, on l'allègue aujourd'hui comme on l'alléguait hier, lorsque les femmes n'étaient pas électrices. Notre amie Hélène Brion répondait alors à des anarchistes mâles : « Je veux disposer des mêmes droits que vous, même si je veux, comme vous, en mépriser l'usage. »

Pour sortir de la nation... il faut y être entré. Pour dépasser la démocratie politique, il faut l'avoir atteinte. La Palice aurait pu le dire. Les chartistes anglais et les marxistes allemands l'ont dit. Et pour ceux-ci ces conquêtes préalables simplifiaient la lutte des classes et préparaient l'Internationale ouvrière.

R. H.

Notes sur le C.C.N.-F.O.

Du rapport du secrétaire général Bothereau, deux points essentiels doivent être signalés :

1° La commission exécutive proposait au C.C.N. d'accepter l'utilisation des fonds américains Blair-Moody dont la **R.P.** a déjà discuté (cf. numéro d'avril 1954).

Au nom de l'U.D. de la Loire, nous avons déposé la motion suivante :

PROPOSITION DE LA C.E. DE L'U.D.
DE LA LOIRE
SUR L'UTILISATION DES FONDS
BLAIR-MOODY

Le C.C.N. de la C.G.T. Force Ouvrière,

ESTIME :

— que le mouvement syndical doit vivre uniquement de l'argent des travailleurs,

— que la tradition d'indépendance du syndicalisme lui interdit formellement d'émarger aux budgets de gouvernements quels qu'ils soient,

— qu'une telle conception est conforme au préambule des statuts de la Confédération élaborés lors du Congrès constitutif de la C.G.T.-F.O.,

— que l'argument de certaines organisations qui accepteraient de se prostituer ne nous oblige nullement à la même servilité.

DECLARE :

— qu'il ne saurait envisager d'accepter les fonds que le gouvernement américain offre au mouvement syndical français par le truchement des dispositions Blair-Moody.

Cette résolution appuyée par l'U.D. de la Loire-Inférieure a été repoussée à une forte majorité, après l'intervention de certains qui reprochent justement à la C.G.T. de vivre par « les roubles ».

2° Dans le rapport du secrétariat, l'analyse de la situation économique et sociale semblait dans ses conclusions abandonner l'action interprofessionnelle pour la revalorisation du salaire minimum sur la base des 27.666 fr. L'action devait se porter désormais sur le plan corporatif, la Confédération engageant sa responsabilité sur les conséquences du plan Edgar Faure de dix-huit mois.

Bothereau, sensible sans doute, à certaines réactions, s'efforça de démontrer qu'on avait mal compris la pensée du bureau confédéral.

Il convient de noter que dans la dernière partie du rapport consacré aux questions internationales le paragraphe le plus saillant était la critique de la politique de la Confédération internationale des syndicats libres en Afrique du Nord. Politique qualifiée de stupide parce que tendant à développer ou créer des mouvements syndicaux indigènes représentant la classe ouvrière de ces territoires. Un rapport spécial d'André Lafond réfutait les critiques et suggestions de Manchon, secrétaire de l'U.D. de Constantine.

Les débats qui s'engagèrent furent dominés par

l'examen de l'attitude confédérale entre le 29 janvier et le 28 avril.

Malgré les habituelles ritournelles des « bouffeurs de cocos », Graux (de l'Aisne), Delamarre (des Métaux), Hébert et Lanoa (de la Loire-Inférieure), le représentant des P.T.T. affirmèrent, d'accord avec nous, qu'on ne doit jamais se féliciter de l'échec d'une grève qui est toujours un affaiblissement de la classe ouvrière.

Ce ne fut pas d'ailleurs l'attitude de la Confédération le 28 avril qui fut critiquée, mais son incapacité à conserver la direction de l'action engagée par son initiative.

Des travaux des commissions sortirent deux résolutions :

Celle sur la situation économique et sociale, conformément aux précédentes, porte le rabâchage habituel de toutes les revendications, habitude d'autant plus stérile qu'on ne se préoccupe guère des voies et moyens pour faire aboutir ces revendications.

Nous avons alors présenté un amendement à la résolution générale dont voici le texte :

AMENDEMENT A LA RESOLUTION GENERALE

Le C.C.N. affirme que la Confédération F.O. est disposée à préparer toutes pressions d'ensemble visant à faire aboutir les revendications interprofessionnelles. Il mandate, à cet effet, la C.E. et le Bureau Confédéral pour mettre au point une campagne capable de faire connaître à tous les travailleurs à la fois le programme économique et social et les revendications immédiates de la C.G.T.-F.O. Il leur demande d'être attentifs pour déclencher ou prendre la direction de tout mouvement interprofessionnel lorsque les conditions du succès seront acquises.

Le C.C.N. indique que la préparation de l'action interprofessionnelle ne doit pas avoir pour effet de suspendre les actions syndicales par industrie, région, localité ou entreprise. Il invite, au contraire, les Fédérations, Unions, Syndicats à engager toutes les actions particulières qui font partie intégrante de la lutte d'ensemble que doit mener la classe ouvrière pour ses revendications.

Il appelle tous les travailleurs à venir plus nombreux renforcer les organisations Force Ouvrière pour préparer les conditions de la lutte victorieuse.

Il serait trop long de raconter ici toutes les petites opérations que cet amendement a provoquées pour aboutir, malgré notre effort de conciliation, à le présenter indépendamment de la résolution, ce qui eut pour résultat prévu de le faire repousser par la majorité ordinaire.

Cette désinvolture, dans l'étude des moyens d'action, nous paraît le plus condamnable dans l'attitude des responsables de la C.G.T.-F.O. On devrait pourtant savoir par expérience que les travailleurs n'attachent plus d'importance à l'énoncé de revendications qui n'est pas suivi de précisions quant aux moyens d'obtenir satisfaction.

Signalons encore que la résolution votée se termine par une allusion déconcertante aux événements internationaux, digne plutôt des discours de M. Laniel devant le Parlement que de la réponse d'une centrale syndicale aux interrogations inquiètes de la classe ouvrière.

Sur les problèmes d'Afrique du Nord, Manchon, de l'U.D. de Constantine, intervint pour développer sa thèse sur l'évolution nécessaire des organisations F.O. en Afrique du Nord. Il importe que la Confédération tout entière prenne une physionomie anticolonialiste affirmée, afin d'accueillir les travailleurs nord-africains, et d'organiser avec leur participation un véritable mouvement syndical représentant tous les travailleurs de l'Afrique du Nord.

Sans doute, peut-on trouver dans la motion votée trace de cette évolution. Mais ce n'est qu'une apparence. Un additif adopté à la majorité condamne l'intervention de la C.I.S.L. dans les affaires de l'Afrique du Nord et de l'Union française, sans accord avec la C.G.T.-F.O. C'est exactement la position des colonialistes français. Il s'agit de considérer ces territoires d'outre-mer comme annexés à la France, comme domaines exclusifs des pouvoirs et groupements français.

Après avoir formulé de telles exigences, a-t-on le droit de critiquer l'attitude « nationaliste » de l'U.G.T.T. et des mouvements d'émancipation politique en Afrique du Nord ?

T. PEYRE.

JEUNES ?

Les grèves du mois d'août 1953 ont eu pour effet de faire sortir de leur coquille un certain nombre de jeunes camarades qui, indépendamment de l'activité manifestée dans leur section de base, ont pensé qu'il serait utile de se rassembler entre eux pour des fins particulières à leur jeunesse.

C'est ainsi que des groupes de jeunes se sont formés ou ont pris un nouvel essor, tel celui des « Jeunesses syndicalistes P.T.T. » dont la constitution est antérieure à la grève d'août.

Leurs activités sont multiples : éducation syndicale, logement, loisirs, etc...

Cette poussée juvénile ne pouvait pas manquer d'inquiéter nos bonzes confédéraux. Inquiétude qui s'est manifestée de façon effarante.

Qu'on en juge plutôt.

Nos chevronnés décidèrent de la constitution d'une Fédération des Jeunesses. Ils rassemblèrent d'une façon hétéroclite quelques intéressés auxquels ils proposèrent un bureau dans lequel on retrouve des éléments tels que Bothereau, Rose Etienne. Le moins qu'on puisse dire c'est que la figure de cet aréopage avait un caractère quelque peu paternel et maternel.

La mesure ne suffisait certainement pas, ou bien, ce bureau envisageait d'inculquer à ses jeunes « l'Art d'être grand-père » puisqu'il s'adjoignait à la trésorerie Neumeyer, au demeurant très sympathique.

L'opération sembla bien un peu bizarre aux présents à cette réunion, mais, respectueux des cheveux blancs qu'on leur présentait, ils ne soufflèrent mot.

La chose prit une autre tournure lorsqu'elle se répercuta dans les « Jeunesses syndicalistes P.T.T. », un immense éclat de rire fusa à l'énoncé de ce bureau juvénile.

Mais, car il y a un mais, l'éclat de rire s'est transformé en colère depuis. Des constatations telles que la représentation française à la « Conférence Européenne des Jeunes » qui fut assurée par Rose Etienne et certaines autres, sur lesquelles nous aurons à revenir un jour, font que maintenant le côté humoristique de l'affaire s'est estompé pour faire place à la gravité.

Nous savons fort bien que les progrès médicaux orthodoxes, indépendamment des cures miraculeuses dues à Voronof ou Bogomoletz autorisent toutes les espérances, néanmoins, nous préférerions de beaucoup nous en remettre à la jeunesse que confère un nombre restreint de lustres.

Toujours respectueux mais fermes, nous tenons à informer le Bureau Confédéral que nous désirons voir la chose remise en question, sinon les adhérents devront être recherchés dans les vieilles barbes.

LE BUREAU REGIONAL
DES JEUNESSES SYNDICALISTES P.T.T.

Réflexions autour du congrès des Métaux F.O.

Lorsqu'un jeune militant de base monte pour la première fois à Paris dans un congrès fédéral, il a surtout le désir d'étudier un certain nombre de problèmes qui lui tiennent à cœur : son rôle de délégué d'entreprise, les salaires, la place du syndicat dans l'évolution du monde actuel. Les organisateurs du congrès voient surtout dans ce dernier l'approbation d'une gestion passée, le renouvellement d'élections, le vote hâtif d'une résolution leur permettant d'entériner les idées qu'ils ont soutenues. D'un côté, du dynamique ; de l'autre, de l'administratif. Il y a coupure. Cela a été un peu, à mon sens, le drame de ce congrès de la Fédération des Métaux Force Ouvrière. Les militants, n'ayant pu participer à des discussions de fond, sont rentrés chez eux un peu déçus.

L'ordre du jour était déplorable. L'administratif s'étalait sur les trois premières demi-journées et la discussion sur l'orientation n'était prévue, le deuxième jour, qu'à 14 h. 15. Compte tenu du retard qui existe toujours en pareil cas, la discussion ne fut ouverte que vers 18 heures. C'était trop tard.

Or le dynamique et l'administratif ne devraient pas s'opposer, mais se compléter. Chaque chose est nécessaire et il y a moyen de les combiner adroitement dans l'ordre du jour d'un congrès. Lors de la préparation de ce congrès, l'idée avait d'ailleurs été émise de faire suivre immédiatement le rapport d'activité du rapport d'orientation. Je regrette que cette idée n'ait pas été concrétisée, car l'activité passée et celle à venir ne font qu'un. Du passé doivent être tirées les leçons de l'avenir. Et il est bon qu'un congrès dégage, dès l'entrée, son orientation. L'intérêt y gagnerait... et la logique aussi. Car on met la charrue avant les bœufs en voulant d'abord réélire des hommes et discuter ensuite des idées. Un délégué pyrénéen a demandé que la C.A. ne soit désormais élue qu'à la fin du congrès. Il venait de faire une expérience malheureuse en votant pour un candidat à la C.A. qui lui paraissait, après coup, avoir des idées contraires aux siennes. A juste titre, se plaignait-il d'une sorte d'escroquerie.

Regrettons encore que la formule qui avait pourtant fait ses preuves au précédent congrès ne fût pas renouvelée : la nomination, dès l'entrée, de commissions de travail sur les principaux problèmes d'actualité.

Les débats

Ceci dit, venons-en aux différentes manifestations de ce congrès. Le rapport d'activité souffrit peu de discussion. Les transformations opérées dans la Fédération furent approuvées à la presque unanimité. On souligna, en particulier, les positions authentiquement ouvrières prises par la Fédération dans les événements récents : les grèves d'août, la grève du 28 avril. En effet, la C.A. et le bureau fédéral avaient eu le courage, dans ces diverses occasions, de s'opposer aux décisions ou aux... absences de décisions de la C.E. confédérale. En août, après avoir, par deux fois, lancé l'ordre de grève générale, la Fédération votait contre le satisfecit donné par le C.C.N. de septembre 53 à la Confédération et préconisait, devant ce C.C.N. un certain nombre de réformes de structure à mettre en place dans l'organisation confédérale. Le 28 avril, le communiqué fédéral « recommandait aux syndicats d'utiliser tous les moyens à leur convenance pour manifester auprès des employeurs de la métallurgie ». Nombre de syndicats ne s'étaient pas fait faute d'utiliser une telle recommandation.

Parmi les problèmes abordés dans l'orientation, un délégué voulut parler du travaillisme et des rapports politique-syndicats. Chez nous aussi, cette question hante quelques esprits qui, perdant confiance dans les possibilités de la classe ouvrière, lui cherchent des alliés dans les partis politiques. Personne ne peut ignorer non plus les expériences nordiques ou anglaise. Le problème méritait une longue étude et un large débat où l'on aurait sans doute montré qu'indépendance ne signifie pas ignorance. Ce ne fut, hélas ! abordé que par le petit côté : le cumul d'un mandat politique et d'une charge fédérale. Le congrès vota pour le non-cumul, mais ce fut là une occasion de discussion manquée.

Comme fut également escamoté le chapitre des questions internationales. Trop peu de militants s'intéressent à ces questions et les approfondissent. Il apparaît quelquefois que les militants F.O. hésitent à s'avancer sur un tel terrain et à aborder un domaine tabou. Quelqu'un disait même que ces problèmes ne devraient être traités que dans un congrès confédéral, comme si la lumière ne jaillissait que tous les deux ans aux congrès confédéraux !

Les délégués des syndicats des Métaux ont cependant exprimé leurs sentiments de solidarité effective envers tous les travailleurs qui tombent, victimes du colonialisme français, de la dictature espagnole ou de l'impérialisme soviétique.

Les revendications

J'aurais aimé que le congrès prenne également position contre tout ce qui, aujourd'hui, dans le monde nous conduit à la guerre, en premier lieu ce partage du monde en deux blocs impérialistes. Cette position ouvrière d'indépendance et cette solidarité envers les travailleurs de l'un et l'autre bloc qui cherchent leur libération... il aurait fallu plus de temps pour en discuter et là encore c'est bien dommage. Mais je n'ai pas l'impression que les esprits soient encore très mûrs pour cette recherche effective de la paix sur un terrain de classe.

Je ne chercherai pas de qualificatif au discours de Bothereau. Ce monsieur s'en va, depuis quelque temps, de congrès en C.C.N. et de C.C.N. en congrès, répétant partout que les revendications ouvrières ne sont plus son fait et qu'on s'est mépris en lui faisant confiance pour aboutir à quelque chose. Car, en définitive, le Bureau confédéral était, cette fois, au pied du mur. Ayant lancé une revendication d'ordre général — le S.M.I.G. — et ayant refusé, depuis janvier, une nouvelle action d'envergure, le B.C. était dans l'obligation de trouver l'échappatoire. La trouvaille est de génie : c'est la théorie de « la division du travail ». Aux fédérations et aux syndicats, voire aux sections d'entreprise, les salaires. Le B.C. a, lui, pour rôle « de surveiller effi-

cacement la politique économique du gouvernement ».

J'avoue ne rien comprendre à ce jargon. Dans ma naïveté, je m'étais imaginé que les salaires et toutes questions revendicatives étaient du domaine de tous, et que la lutte se préparait, se décidait, se coordonnait et se pratiquait à tous les échelons. Si les travailleurs d'une entreprise obtiennent quelque chose, il appartient aux responsables de le faire répercuter aux autres entreprises. Cette action d'entreprise est absolument indispensable et nous n'avons cessé de la pratiquer partout où cela a été possible.

Mais lorsque le mur patronal est national, lorsque le même refus, la même obstination se manifestent sur tous les points du territoire, lorsque le « non » qu'on nous oppose chaque jour dans les boîtes se décide chez Villiers-Laniel, je pensais que la bagarre devait être nationale, organisée et préparée à l'échelon national et que nos secrétaires confédéraux se dresseraient, magnifiques, contre Villiers-Laniel.

Mais à F.O., comme à la C.G.T., comme à la C.F.T.C., les appareils sont aujourd'hui incapables d'organiser une telle action. Il est plus facile, du dehors, de critiquer le gouvernement. Le drame est que nous marchons aujourd'hui vers des attitudes de désespoir des travailleurs et que tout appel à la modération, tout refus fera bientôt figure de trahison.

Théorie donc de la division du travail, mais à la manière d'un match de foot. Il faut des équipes qui se battent sur le terrain. Mais il faut aussi les supporters et les stratèges des tribunes. Le bureau confédéral a choisi la touche.

Il est vrai qu'il faudrait d'abord s'entendre sur le but final. Bothereau disait dans son discours : « Nous luttons pour sauvegarder une société, l'améliorer, mais non la détruire. » Nous ne voyons pas, quant à nous, tout à fait sous le même angle !

Quoi qu'il en soit, la Fédération F.O. des Métaux est rentrée, pour sa part, sur le terrain. Elle n'a pas entendu abandonner le S.M.I.G. Le long des routes et à la grille des usines, nous avons, les uns et les autres, popularisé une notion : budget-type-minimum interprofessionnel. Les techniciens du problème ont lancé un chiffre : 27.666 francs. Les copains attendent ce chiffre sur leur feuille de paye, ceux surtout qui y lisent aujourd'hui 16, 17, 21 ou 23.000. Nous n'avons pas le droit de les abandonner. Non pas que ce soit là la clef de toutes revendications. Non pas que nous n'ayons que ce problème à résoudre. Tout le programme fédéral serait à citer. Il forme un tout extrêmement important.

Moyens d'action

La dernière heure du congrès fut passionnante : elle aurait dû sonner plus tôt. Car le programme ne suffit pas et il est relativement facile d'en fabriquer un. L'embarras commence lorsqu'il faut passer aux actes et étudier les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour arriver à l'application de ce programme.

Une phrase du texte sur les moyens d'action fit éclater les interventions. La résolution préparée par la commission demandait que notre programme fédéral soit soumis « aux fédérations C.G.T. et C.F.T.C., et aux autres organisations de la Métallurgie ». Ce qui restait du congrès, à cette heure tardive, se passionna sur l'opportunité d'une telle démarche et une majorité très relative, qu'on n'eut même pas le temps de compter, se prononça contre cette démarche.

Et je reste stupéfait par l'interprétation donnée par la presse d'un tel vote. On ne voyait plus du congrès que le refus de « l'unité d'action ». Et le Bulletin quotidien F.O. du 24 mai écrivait : « Le congrès s'est prononcé à une forte majorité contre toute unité d'action avec la C.G.T. et la C.F.T.C., laissant toutefois le soin aux syndicats de rechercher la formule souhaitable pour faire aboutir, à la base, les revendications. »

Cette interprétation permet toutes les confusions.

Le problème posé ne fut pas celui de « toute unité d'action ». Effectivement, d'ailleurs, si le problème avait été posé, la **totalité** du congrès se fût prononcée contre l'unité d'action, telle que l'entendent les staliniens, avec comité de base irresponsable, etc.

Mais, par contre, une grosse majorité se serait prononcée pour une action commune, même avec les staliniens, sur le plan local ou sur le plan d'entreprise. Plusieurs délégués n'ont-ils pas insisté sur le terme « d'expérience », disant qu'il était bon pour le mouvement tout entier que des expériences d'action commune se fassent dans certaines régions afin de pouvoir en dégager une ligne de conduite générale ? Mais nous pensons que le domaine du laboratoire est aujourd'hui dépassé.

Nous voulions que le débat éclate, car il existe sur cette question un tas de préjugés, de notions fausses. Nous tenions à souligner d'abord que l'action commune n'est pas pour nous une doctrine, mais, dans certains cas déterminés, une nécessité tactique, face au patronat. Nous tenions à dire notre opposition aux comités de base irresponsables. Nous tenions à définir les limites de toute action commune, limites quant aux objectifs, quant à la durée, quant à son champ d'application. Nous tenions à affirmer que la capacité d'action des militants se mesure à leur capacité de garder la pleine maîtrise de ces actions communes. Nous tenions aussi à ne pas illusionner personne, nous qui nous méfions plus que n'importe qui des déviations cégétistes. Mais nous voulions qu'on sache bien qu'un anticommunisme stérile est le meilleur moyen pour renvoyer dans les bras cégétistes, quelquefois malgré eux, les copains qui « veulent se battre ».

Il reste — et c'est cela l'essentiel — que la Fédération de la Métallurgie F.O. vient de se prononcer pour une action d'envergure. « Le congrès estime que doivent être mis en œuvre tous les moyens de pression d'ensemble tant sur le plan national que sur le plan local, aptes à faire aboutir le programme revendicatif. » Et le Bureau et le C.A. sont mandatés « pour rester très attentifs devant toutes expressions des volontés de lutte des métallurgistes... et, dans ce cas, arrêter toutes dispositions pour déclencher, prendre la direction, organiser toute action limitée ou illimitée afin d'en assurer le contrôle et la pleine efficacité ».

Ces termes sont très forts. Ils n'ont pas été soulignés, eux, par la presse. Mais, pour nous, ils restent essentiels et il n'y a pas moyen de les fausser. La Fédération des Métaux devra prendre, dans l'avenir, toutes dispositions pour garder la direction de tout mouvement, être à la pointe du combat. Et une « pression d'ensemble » suppose que l'action sera nationale, la plus forte possible et comprenant « l'ensemble » des travailleurs, sans autre exclusive que ceux qui refuseront leur concours.

Une action dynamique est ainsi proposée aux travailleurs. A eux de jouer maintenant. Mais les copains qui « veulent se battre » ont leur place, chez nous, pour organiser cette bataille.

M. CHAUSSE.

Notes d'Economie et de Politique

LA LEÇON DE BERLIN

Voici un an qu'un grand frémissement nous secoua tous ; pour la première fois, tout au moins à notre connaissance, des prolétaires se soulevaient derrière le rideau de fer contre la dictature du Guépéou. Ils se répandaient d'abord dans les rues de Berlin, puis dans celles d'autres villes de l'Allemagne orientale, réclamant à la fois, de plus hauts salaires et des élections libres : Bien-Etre et Liberté !

Mais bientôt les tanks russes apparaissaient dans les rues et à peine étaient-ils entrés en action que tout « rentrait dans l'ordre » : les ouvriers allemands revenaient sur les chantiers et dans les usines, condamnés à nouveau à la misère et à la terreur.

Ces journées de Berlin furent de grandes journées car elles démontrèrent une fois de plus le courage et l'héroïsme des travailleurs allemands, bravant à mains nues l'énorme appareil policier et militaire de la plus grande puissance policière et militariste du monde. Le peuple qui avait défié dans Berlin même, l'armée prussienne, le 18 mars 1848, le peuple qui, le 9 novembre 1918, avait imposé, par la force, du même coup, la paix et la république, celui qui, durant les dix années suivantes, se battit presque journellement à Berlin, à Hambourg, dans la Ruhr, en Thuringe, n'a rien perdu de sa combattivité ; son courage demeure aussi grand que jamais.

Mais, quel que soit le courage, des mains nues sont impuissantes devant des tanks — et c'est là la leçon essentielle qui se dégage de la rapidité avec laquelle fut étouffée cette puissante révolte ouvrière. Ignorer cette leçon serait vouloir, de parti pris, se nourrir d'illusions.

Contre des tanks, *il faut* des tanks.

Les ouvriers allemands n'auraient pu être libérés, le 17 juin 53, de l'oppression czariste que si, ce jour-là, d'autres tanks étaient venus s'opposer aux tanks russes.

Et si cet événement s'était produit, si, comme peut-être l'avaient escompté certains manifestants, les tanks américains étaient sortis de leur secteur et étaient venus protéger les travailleurs berlinois contre les tanks russes, est-ce que ces travailleurs seraient restés neutres ?

Est-ce qu'ils auraient assisté, les bras croisés, à la bataille ?

N'auraient-ils pas, au contraire, fait tout ce qui dépendait d'eux pour aider ceux qui venaient les aider et qui, seuls, pouvaient permettre à leur mouvement d'être autre chose qu'une manifestation sans lendemain ?

Poser la question, c'est y répondre.

Or la situation dans laquelle s'est trouvé le prolétariat berlinois au cours de ces journées historiques n'est autre qu'une sorte d'avant-première de celle qui attend tous ceux qui ne veulent pas accepter la dictature du Guépéou, au jour où les tanks russes ne se contenteraient plus de sortir dans les rues de Berlin, mais déferleraient sur l'Europe.

On pourrait aussi tenter de s'opposer à cette ruée avec des mains nues, répondre par des cris au crépitement des mitrailleuses et par des protestations à l'éclatement des obus, mais ce serait d'une vanité telle qu'on s'épargnera, sans doute, même de le faire.

Le seul obstacle efficace serait d'autres tanks, d'autres canons, d'autres avions ; or, comme les ouvriers de Berlin, on ne dispose pas, soi, de tels moyens de défense, devra-t-on refuser l'aide de ceux qui les possèdent, contrairement à ce qu'auraient fait les ouvriers de Berlin si une telle aide leur avait été apportée ?

Il est un dilemme inexorable. C'est celui que posait courageusement Mathé devant le congrès de Toulouse : « la servitude ou la guerre » — et qui n'est autre que celui que posaient également, mais en le résolvant dans le sens opposé, les vieux révolutionnaires d'autrefois en disant : « La liberté ou la mort ! »

Pas moyen d'échapper à l'alternative. Tant qu'il y aura des hommes résolus à user de la force pour s'asservir d'autres hommes, il n'y aura d'autre moyen pour ces derniers d'échapper aux contraintes qu'on veut leur imposer, qu'en opposant à la violence qui leur est faite, une violence plus grande. Il faut se résigner à l'esclavage, ou bien il faut se battre. Mais, pour se battre, il faut avoir de quoi se battre ! Et c'est pourquoi les révolutionnaires — ceux qui disaient « la liberté ou la mort » — chantaient également : « Vive le son du canon ! »

APRES HAUTECLOCQUE, GUILLAUME

C'est une leçon analogue que nous donnent les événements d'Afrique du Nord.

Aux coups de force qu'avaient été l'arrestation de Bourguiba et la déposition du sultan, les Tunisiens et les Marocains répondirent non par la passivité, non par des ordres du jour ou des appels à la « conscience universelle », mais par la guerre. Une guerre adaptée aux moyens dont ils disposaient : le terrorisme.

Le résultat en a été que les auteurs directs des coups de force initiaux, Hauteclocque et Guillaume, ont dû être tour à tour limogés et qu'on a envoyé à leur place de nouveaux résidents chargés de créer un « climat de détente ». Tunisiens et Marocains ayant fait la preuve qu'ils étaient à même de répondre à la violence par la violence, le gouvernement français mit les pouces. Ce qu'il n'aurait jamais fait autrement. Et cela, à soi seul, est pour les Tunisiens et les Marocains, une victoire, celle qui sera génératrice de tous les succès qu'ils pourront encore remporter.

Le caractère de cette victoire est particulièrement souligné par la situation toute contraire dans laquelle se trouve présentement l'Algérie.

Depuis le soulèvement du Constantinois il y a bientôt dix ans, les Algériens sont restés passifs. Ou, plus exactement, leur action ne s'est poursuivie que par des moyens « pacifiques ».

Le résultat en est qu'ils n'ont rien obtenu, que le régime auquel ils sont soumis est toujours celui inauguré par le « socialiste » Naegelen : celui des élections préfabriquées.

Plus grave encore : ils se sont mis à douter d'eux-mêmes. « Il est bien évident », disait récemment Fehrat Abbas, le leader du parti national algérien le plus modéré, « qu'un parti progressiste qui a axé son action sur le respect de la légalité, et qui milite en faveur de la révolution par la loi, ne peut plus avancer lorsque les pouvoirs publics font de l'arbitraire une institution d'Etat... Quand nos masses populaires voient autour d'elles l'appareil administratif du haut en

bas de l'échelle s'associer à une forfaiture, ces masses peuvent-elles faire confiance à ceux qui font du respect et de l'évolution de cette loi la pierre angulaire de leur action ? »

C'est l'évidence même.

D'où crise au sein des deux partis algériens : crise dans le parti du Manifeste (UDMA), crise dans le mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

En Tunisie et au Maroc où il a été répondu à la force par la force, ce sont les Français qui reculent ; en Algérie où la violence gouvernementale n'a suscité qu'une opposition pacifique, ce sont les Algériens qui reculent.

Nous n'approuvons ni ne désapprouvons, nous constatons simplement. Comme pour Berlin.

L'AMERIQUE A FIGURE DE JANUS

Mais, du fait que la violence est une arme à double effet, qu'elle sert à la fois à asservir les hommes et à empêcher les hommes d'être asservis, les questions que soulève son emploi dans chaque cas particulier sont presque toujours très difficiles à résoudre ; on ne peut jamais être sûr que telle politique de violence, telle action de guerre qui apparaît légitimement comme destinée à libérer, n'aura point pour résultat final d'asservir. Pouvons-nous jamais être certains que cette révolution est « notre révolution », que cette guerre est « notre guerre » ?

Tout ce qui existe dans le monde, et, par conséquent, toute activité humaine est essentiellement contradictoire. La dialectique n'est pas un vain mot, elle n'est, elle aussi, qu'une constatation.

Regardez, par exemple, ce qu'il en est, de la conduite présente de l'Amérique ! Et notamment, de sa conduite à l'égard du « communisme ».

L'Amérique entend défendre l'Europe contre l'extension du régime czariste, c'est-à-dire contre le rétablissement du servage à la place du salariat, et du pouvoir des scribes à la place de celui des capitalistes. Elle est seule à même d'assurer cette défense. Sans elle, sans son armement et sans ses bombes atomiques, il y a longtemps que Moscou aurait annexé Paris et Londres. Le servage étant, par rapport au salariat, un degré de plus dans l'assujettissement du travailleur, cette action de l'Amérique ne peut être qu'approuvée et aidée. Toute violence qu'elle exerce ou exercerait à cette occasion est une violence libératrice.

Mais voici que, dans le même temps, nous voyons l'Amérique utiliser la défense contre le communisme comme un pavillon destiné à couvrir ses opérations contre les peuples d'Asie qu'elle veut mettre en état de « liberté surveillée », et contre ceux du continent américain lui-même auxquels elle dénie le droit de se libérer des monopoles qui les écrasent.

Pour ce dernier objet elle se livre à des manœuvres aussi dégoûtantes que celles utilisées par les puissances européennes du siècle dernier à l'égard des pays balkaniques. Afin d'obliger la république du Guatemala à abandonner la législation protectrice du travail qu'elle a récemment instituée ainsi que sa politique d'expropriation (contre indemnité) à l'égard de l'*United Fruit*, trust yankee, Washington refuse non seulement de vendre des armes au Guatemala, mais lui en fait refuser également par l'Angleterre et la Suède, puis, lorsque le Guatemala, afin d'échapper à ce boycott, fait à la Pologne un achat de matériel, dont on ne sait même pas encore s'il s'agit d'armes ou de matériel de laboratoire, la presse et le gouvernement américains crient au communisme ! Cependant que les ouvriers des plantations du Honduras voisin s'étant mis en grève, on crie également qu'il s'agit là d'une grève « communiste » !

Dans le même temps, on arme à fond le Nicaragua, vassal sur lequel on compte pour faire la guerre au Guatemala, et l'on fait voler théâtralement des avions lourds au-dessus de ce pays, « en signe d'amitié » !

Ainsi donc, aussi manifestement que la défense de l'Europe contre la Russie est une mesure de libération, l'action des Etats-Unis en Asie et en Amérique centrale a pour but l'asservissement.

Donc, sous un même drapeau, par un même Etat s'appuyant sur la même armée, et présentées comme des parties d'une même politique, deux guerres fondamentalement différentes sont actuellement en puissance, l'une qui est nôtre, l'autre qui est à l'opposé de la nôtre.

Or comment pouvons-nous les dissocier ! J'entends : les dissocier non en paroles, ce qui est facile, mais dans l'action. Comment pouvons-nous être sûrs qu'en luttant pour les buts de la première, ce ne sont pas, en réalité, tout simplement ceux de la seconde que nous aiderons à faire triompher ?

Disons-le tout net : aucune certitude à cet égard n'est possible. Et c'est ce qui explique la position de nos camarades pacifistes qui, par peur de faire une guerre qui, en définitive, ne serait pas « leur guerre », se refusent à toute guerre, à toute violence, à toute révolution. On s'épargne ainsi, certes, de participer à une opération d'asservissement, mais l'on se refuse aussi du même coup à tout combat de libération.

Or étant donné que la servitude est encore le lot commun de l'humanité et que la servitude ne peut disparaître que par la violence, on se refuse par là à remplir sa tâche dans l'œuvre de libération des hommes. Par crainte de se tromper ou d'être trompé, on demeure à l'écart de l'évolution de l'humanité.

A mon sens, si l'on veut jouer son rôle, son rôle d'homme, il est nécessaire d'être moins prudent. Il faut admettre que, tout, dans la vie, étant contradictoire, toute action que l'on mènera aura nécessairement son revers, mais que, de même qu'elle a un revers, elle a aussi un endroit, et que c'est du poids, de la vigueur avec lesquels auront participé à l'action ceux qui la mènent à cause de son endroit que le revers pourra être, sinon éliminé, au moins le plus possible effacé.

R. LOUZON.

DIEN-BIEN-PHU, OU LA DERNIÈRE CHANCE AMÉRICAINE ?

Mettez-vous à la place des combattants d'Ho Chi Minh.

Durant des semaines, à Dien Bien Phu, on les a envoyés à l'assaut de barbelés.

Alors qu'il aurait suffi de quelques tanks, on leur fait faire, à l'arme blanche et à la grenade, l'horrible guerre de 1915-16.

Pas besoin d'être sorcier pour deviner que ces types-là en ont « gros sur la patate ».

Gros sur la patate contre les puissants « alliés » qui ont les tanks qu'il faudrait et qui n'en ont pas fourni un seul, qui ont des avions mais laissent les copains se faire brûler au napalm.

La « conduite à tenir » pour l'Amérique est dès lors évidente : offrir à Ho Chi Minh ce que les autres ne lui donnent pas. **Faire d'Ho Chi Minh — enfin garanti contre tout retour du colonialisme — un bastion contre les empires communistes.**

Il semble vraiment qu'il y ait là une chance pour l'Amérique.

Gageons qu'elle ne la verra même pas.

J. P.

La situation économique et les salaires

Pour refuser des hausses justifiées de salaires on aboutit à la non-utilisation de 30 % des moyens de production et au chômage

Le mouvement de reprise de l'économie française semble bien amorcé. L'indice de production industrielle qui était à 149 en janvier, 150 en février, 152 en mars, a atteint 156 en avril. La production du premier trimestre est supérieure de 10 % à celle du trimestre correspondant de 1953.

La reprise s'est manifestée dans les secteurs de base : électricité et gaz, pétrole, sidérurgie même, certaines branches de l'industrie chimique, mais elle a été particulièrement sensible dans certaines industries de transformation : l'automobile qui produit 25 % de plus de voitures qu'en 1953 à pareille époque, la construction électrique (10 % d'augmentation), et le textile, les textiles naturels surtout. Le commerce de détail est en hausse de plus de 5 % par rapport à 1953.

Le taux de productivité de l'économie industrielle est cependant encore très bas, en France. En 1953 il n'a pas même atteint 2 % alors qu'il était de 3 % en 1951, de 4 % en 1949, de 5 % de 1948 à 1952, de 3,75 % de 1924 à 1929. C'est un des taux les plus faibles de l'Europe. En Allemagne, il était de 7 % en 1953 et il atteindra probablement 6 % en 1954.

Il est bon de préciser également que, alors qu'en France la production industrielle baissait de 1 %, en 1953, elle augmentait de 19 % en Allemagne, de 17 % aux Pays-Bas, de 16 % en Italie et de 5 % en Angleterre.

Au cours du premier trimestre 1954, dans les pays de l'O.E.C.E., elle a dépassé de 7 % le niveau de l'an dernier à la même époque.

Le redressement du premier trimestre a été favorisé, certes, par certaines mesures gouvernementales : majoration de crédits budgétaires, élargissement du crédit, abaissement du taux de l'escompte, majoration des salaires de base et des allocations familiales, déblocage de la branche optionnelle des investissements, détaxation des investissements (portée à 100 dès avril), effort pour accroître les exportations... L'accroissement de 1,6 % prévu pourrait atteindre 4 % en 1954.

M. E. Faure lance donc son plan de dix-huit mois à un moment favorable. Il n'a pas à provoquer la reprise, il n'a qu'à la stimuler ou seulement à ne pas l'entraver.

On peut stimuler l'activité économique de deux manières : soit en agissant sur les investissements, soit en agissant sur la consommation.

La première méthode s'impose en période de reconstitution de biens de production détruits ou non adaptés aux conditions nouvelles de production. Elle se justifie encore dans certains secteurs. Mais, dans l'ensemble, les industriels français, la plupart grâce à l'autofinancement, ont développé leurs moyens de production au-delà des possibilités actuelles d'utilisation. Nous avions cité le cas de la scierie française qui dispose de moyens de production capables de traiter toute la production européenne et le cas de la meunerie où les moulins bien équipés travaillent au ralenti pour permettre aux vieux moulins de subsister.

M. Vincent de l'I.N.S.E. a souligné l'importance de la marge de capacité non utilisée. « Elle est certainement, a-t-il précisé, supérieure à 19 % si l'on exclut le bâtiment, à 17 % si on l'inclut. Compte tenu des autres branches, on peut estimer à près de 20 % les possibilités d'accroissement de la production industrielle sans que, vraisemblablement, aucun goulot d'étranglement apparaisse, tout au moins quant à l'outillage et à la main-d'œuvre. »

La capacité de production de l'industrie française est donc fort mal employée. Les chefs d'entreprise eux-mêmes ont reconnu que près de 30 % des moyens de production étaient inemployés en ce début d'année.

Une politique de relance bien engagée doit donc tenir compte de cette situation et se tourner d'abord et surtout vers la production de biens de consommation.

Mais comment ? Entre autres moyens, par le relèvement du pouvoir d'achat des salariés.

Relèvement par la réduction de leurs charges fiscales, réduction à compenser en imposant les fraudeurs qui ont peut-être thésaurisé ou placé en investissements inutilisés les millions qui auraient dû être versés à l'Etat.

Relèvement rendu possible sans inflation par la hausse du taux de productivité, hausse consécutive à l'amélioration des moyens de production et à l'utilisation des moyens de production en sommeil. Le taux de productivité peut atteindre 3 % en ce moment, peut-être plus ; et c'est surtout grâce à son accroissement que la hausse des salaires de base n'a pas eu de répercussion sur les prix. C'est la première fois, depuis longtemps, que les prix ont été insensibles à un relèvement de la masse des salaires. Cela peut également s'expliquer, il est vrai, par la psychose de la stabilisation des prix et la production abondante de produits alimentaires...

Relèvement, enfin, par les baisses de prix réalisables par le jeu de la concurrence, par l'élimination des entreprises marginales et le renoncement aux méthodes archaïques de production.

Une hausse des salaires est possible sans inflation. Elle serait la juste contrepartie de l'enrichissement des détenteurs de moyens de production, elle permettrait d'assurer la mise en activité de l'outillage non employé et de supprimer le chômage. La reprise amorcée s'accentuerait au profit de tous, même de l'Etat qui verrait monter ses recettes et aurait la possibilité de s'engager dans la voie des réformes sociales qui s'imposent.

U. T.

Sous le règne d'Edgar Faure

LA REPARTITION DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION (en milliards)

	En 1953	En 1955 (évaluations E. Faure)
I. — **Salaires, traitements et retraites :**		
a) payés par les entreprises	3.670	4.080
b) payés par l'Etat et les collectivités locales :		
en France	1.080	1.150
dans les pays étrangers	20	20
dans les pays d'outre-mer	220	220
c) payés par la Sécurité sociale	50	50
II. — **Revenus de transferts :**		
a) assistance de l'Etat et des collectivités locales	330	370
b) prestations de la Sécurité sociale	1.220	1.330
III. — **Revenus de la propriété et de l'entreprise.**	3.460	3.830
IV. — **Recettes diverses**	90	100

D'après le plan Edgar Faure la masse salariale passerait de 3.670 milliards en 1953 à 4.080 milliards, soit une augmentation de 10,7 %.

Cela dans le même moment où l'indice des denrées alimentaires passerait de 100 à 108 ; celui des biens industriels de consommation de 100 à 113. Au total la production industrielle augmenterait de 11 %.

Les investissements passeraient de 1.900 à 2.360 milliards.

Ce simple coup d'œil nous permet de constater que M. Edgar Faure a tenu à limiter au plus bas la part salaires en apportant un effort, du côté investissements qui semble déplacé quand on sait que de 20 à 30 % des moyens de production sont en ce moment inutilisés.

Une politique de hausse des salaires aurait pu assurer l'équilibre entre la production de biens d'équipement et celle de biens de consommation ; elle aurait réalisé le plein emploi sous tous ses aspects.

La politique antiouvrière de MM. Laniel et Edgar Faure, en voulant empêcher la hausse des salaires, a abouti à la stagnation de la production, à l'immobilisation de biens d'équipement et au chômage... tout en creusant le déficit budgétaire qui pousse à une politique sociale rétrograde. Elle ne peut que ralentir la reprise amorcée malgré eux.

Les classes moyennes ont tenu leur 8e congrès

Contrairement à ce qu'affirmait K. Marx il y a cent ans, les catégories sociales intermédiaires entre les capitalistes et les prolétaires ne tendent pas à disparaitre ; c'est plutôt le contraire qui se produit. Tandis que des artisans disparaissent, tels les passementiers, que de petites entreprises sont absorbées par leurs rivales, que de petits commerçants sont menacés par les grands magasins... les inventions nouvelles appellent la multiplication d'artisans et de commerçants nouveaux, de techniciens indépendants... ; la saturation des besoins essentiels pour une couche de plus en plus large de la population appelle le développement d'activités nouvelles pour la satisfaction de nouveaux besoins.

Aux U.S.A., depuis le début du siècle, le nombre des petites entreprises s'est accru de 40 %.

Quelle diversité dans cette troisième force ! Et que de contradictions à aplanir dans l'association ! Ne faut-il pas à la fois défendre les agonisants qui ne répondent plus aux conditions de production du monde actuel ou satisfont mal ou à un coût trop élevé les services qui leur sont demandés, et les audacieux qui sont à l'affût des inventions nouvelles ou des besoins nouveaux à satisfaire dans les meilleures conditions ? Cependant, un même mécontentement semble les unir et ils font bloc pour la réduction des dépenses de l'Etat... cela, dans le même moment où les plus remuants réclament la protection de l'Etat pour continuer à travailler dans des conditions déplorables ou pour produire des biens inutiles.

Leur congrès ne semble pas avoir apporté de changement dans leur politique. Laniel a pu les féliciter de rester liés « à la permanence de notre pays ». C'est la permanence dans le conservatisme social. La plupart des délégués se retrouveront au congrès des contribuables qui va s'ouvrir au début de juin et ne manquera pas de hurler contre tout ce qui améliore la condition ouvrière en feignant d'ignorer l'immense fardeau que constitue pour un pays l'entretien des milliers de petits producteurs et contribuables qui ne vivent que de la protection de l'Etat.

AU MAROC

« Supplétifs et mokhazenis ont déjà à plusieurs reprises ouvert le feu sur des hommes désarmés. A la prime de volontariat touchée au départ, au salaire quotidien de 1.000 francs — un ouvrier agricole ne touche qu'entre 150 et 200 francs — s'ajoute, il est vrai pour les supplétifs, la perspective d'une prime spéciale de quelque 200.000 à 300.000 francs par terroriste tué ou capturé. »

(L'Express, 24 avril 1954.)

Les syndicats américains et le plein emploi

Il n'y a de plein emploi que par l'expansion, en régime capitaliste. Les U.S.A. sont en train de vivre une période de fléchissement de l'économie qui eût pu dégénérer en crise. Il semble que ce danger soit écarté et qu'une certaine reprise se dessine, mais le nombre des chômeurs a presque atteint le chiffre de 4 millions sur plus de 60 millions de salariés. C'en était assez pour que les syndicats ouvriers envisagent les moyens de maintenir les ouvriers à l'entreprise, même en cas de ralentissement des affaires.

Contrairement à ce que feraient nos syndicats européens, ils ne sont pas tournés vers l'Etat, mais vers leurs patrons pour leur demander de garantir du travail à leur personnel.

Il y avait eu des précédents, dans ce domaine ; la Harmel and Company, à Austin, avait garanti un salaire annuel à ses ouvriers, qu'ils travaillent ou qu'ils chôment, un bonus étant ajouté, lorsque les quotas de production étaient dépassés. Le climat nouveau créé dans l'entreprise avait même permis de développer la productivité et d'accroître la masse globale des salaires.

Le problème vient d'être repris par le CIO et l'AFL.

Au 14e congrès du CIO, Walter Reuther l'a clairement posé :

« *Nous n'avons pas résolu le problème du sous-emploi, essentiellement parce que ceux qui ont la possibilité de le résoudre n'ont pas payé le coût d'un échec dans sa solution. Jusqu'à maintenant les travailleurs seuls ont porté le fardeau du sous-emploi, à un coût que seul celui de la guerre prolongée dépasse...*

...Le temps est venu de considérer les coûts de main-d'œuvre comme des coûts annuels, parce qu'ils sont annuels, et parce que les travailleurs, confrontés par des besoins annuels, ne peuvent satisfaire ces besoins tant qu'ils sont payés à l'heure ou à la pièce. »

Le syndicat de l'automobile, quand s'ouvrira la discussion pour le renouvellement de sa convention collective, l'an prochain, demandera en conséquence :

Une garantie de salaire de 52 semaines par an à 80 % du salaire hebdomadaire moyen pour ceux de ses membres ayant deux ans ou plus d'ancienneté dans la même entreprise ;

de 26 semaines pour ceux qui n'ont qu'un an d'ancienneté ;

les autres conservant seulement la possibilité de bénéficier de l'assurance chômage en cas de manque de travail.

Le syndicat de l'acier préconise la création d'un fonds de garantie alimenté par un versement patronal de 10 cents par heure de travail effectuée. L'ouvrier sans travail resterait à la disposition du patron qui continuerait à le payer mais il serait obligatoirement inscrit dans les bureaux de placement et tenu d'accepter un emploi équivalent à celui qu'il occupait, si on le lui offrait.

Voilà un problème important qui aurait des répercussions profondes sur l'organisation du travail dans les entreprises. Posé en pleine période de stagnation il ne peut être résolu immédiatement dans l'ensemble du pays, mais il peut être pris en considération par les entreprises qui voient de nouveau s'ouvrir une phase de prospérité pour elles.

Il entre dans la série de mesures qui marquent la fin de l'apogée du système libéral de production. Après la liberté, avec acceptation du risque dans une ambiance de prospérité, la recherche de la sécurité. Mais, ce qu'il y a de curieux, aux U.S.A., c'est qu'on puisse envisager des réformes aussi importantes dans le cadre de l'entreprise. Et ce n'est certainement pas une utopie. Cela pousserait à une orientation dirigée de l'économie, mais pas forcément au capitalisme d'Etat de nos pays européens ; l'entreprise pourrait conserver son autonomie dans un système n'éliminant pas complètement la concurrence.

L'emploi garanti n'est évidemment pas une panacée, ce n'est pas, en fin de compte, un déplacement de revenu des classes possédantes vers les salariés ; c'est plutôt de la solidarité imposée, une partie du salaire des ouvriers au travail étant mise à part pour les sans-travail éventuels. Mais, si les syndicats sont assez puissants, ils peuvent faire supporter une partie de la charge au patronat ou pousser celui-ci à la financer totalement par une meilleure organisation de la production sans augmenter l'effort ouvrier.

L'évolution du niveau de vie aux U.S.A.

D'après une enquête de la « Carnegte Corp. » les salaires auraient été multipliés par 6 de 1913 à 1953 ; l'indice du coût de la vie aussi. Et pourtant l'ouvrier de 1953 achèterait deux fois plus de marchandises que son aîné de 1913, et des marchandises de qualité 5 à 6 fois supérieure.

De quoi vous dérouter, ces statistiques !

Ça n'a évidemment qu'une valeur indicative. On ne vit pas en 1953 comme en 1913 ; on n'achète plus les mêmes marchandises. Et la semaine de travail n'est plus la même ; les conditions de travail ont changé.

Tout n'est pas parfait, aux U.S.A. Ainsi le CIO affirme après enquête que :

17 % des ménages américains n'ont pas de fer électrique à repasser ;

21,8 % n'ont pas de poste de radio ;

24 % n'ont pas trois paires de draps ;

24,5 % ne sont pas propriétaires d'un frigidaire ;

28 % n'ont pas trois complets ou quatre robes ;

31,8 % n'ont pas de voiture ;

33,5 % n'ont pas de téléphone ;

48 % n'ont pas de pavillon et ne peuvent en acheter un ;

57 % ne peuvent acheter un poste de télévision.

L'enquête menée en 1952 et 1953 avait pour but de justifier l'action syndicale pour le relèvement du bien-être des travailleurs.

La ségrégation dans les écoles publiques abolie aux U.S.A.

A l'unanimité, par 9 voix contre 0, la Cour suprême des U.S.A. vient de déclarer inconstitutionnelle la ségrégation dans les écoles publiques.

Les 21 Etats du Sud vont donc être invités à appliquer la loi. Cela ne se fera pas sans heurts. Certains Etats ont déjà envisagé de transformer leurs écoles publiques en écoles privées. Des incidents auront lieu, mais la mesure sera appliquée. La tare du racisme est donc en régression et nous nous en réjouissons avec nos camarades syndicalistes américains.

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

Séance du dimanche 9 mai 1954

La conférence de R. Chéramy : MASSES ARABES ET IMPERIALISMES EN EGYPTE.

Robert Chéramy a fait un séjour en Egypte en juillet-août 53 ; arrivé à la veille des fêtes anniversaires du coup d'Etat militaire du général Neguib, il assista donc à l'apothéose de cette « Révolution nationale ». Depuis, le régime a connu des heurs et des malheurs variés dont la complexité rebute souvent le non-initié.

Son premier contact avec Le Caire : Le contraste pénible entre la richesse provocante et ultra-moderne d'une petite minorité privilégiée — et l'effroyable misère d'une masse sans travail parfois, souvent sans abri et sans moyens d'existence ; on retrouve misère et maladies tout le long de la vallée riche du Nil, où vit le fellah.

Les fêtes du nouveau régime ne suscitent pas un grand élan d'enthousiasme ; à de multiples détails et conversations, on sent percer une grande déception. A l'actif du régime : l'élimination du potentat Farouk et la mise à nu des scandales de l'ancien régime. Au passif : la réforme agraire, problème essentiel des pays d'Orient, reste à l'état de projet ; les Anglais sont toujours présents dans la zone du Canal. Bien que l' « intelligentsia » musulmane soit en général acquise aux réformes, l'attitude du gouvernement est un mélange de violences verbales (contre les Anglais) et de souci de maintenir l'ordre et d'empêcher toute manifestation populaire authentique.

Sur **le fonctionnement du « Conseil de la Révolution »** et ses origines, il semble confirmé que Neguib ait été « parachuté » en dernière heure dans le Conseil à la veille du coup d'Etat, que J. Caffery, l'ambassadeur américain, eut une influence occulte dans le soutien du nouveau régime, et plus particulièrement de Neguib. En fait, ce fut un coup d'Etat à froid, une révolution blanche ayant pour objectif de maintenir l'ordre et de transformer l'Egypte en une république bourgeoise sans intervention populaire. Mais le programme du Conseil de la Révolution n'a pas eu un semblant de réalisation, et la popularité des militaires est en baisse. Après avoir détruit les partis, ils ont dû s'attaquer à la puissante confrérie des Frères musulmans qui les soutenait au départ. Cela explique en partie les récents événements : dictature renforcée ou retour au parlementarisme ? Nasser d'un côté, Neguib de l'autre. En arrière-plan, deux forces : **l'action des impérialismes,** américain et anglais surtout ; **les masses arabes,** naissant à la vie politique, sans direction comme sans perspectives immédiates, ne pouvant compter ni sur la démagogie ouvriériste et verbale des militaires, ni sur une action cohérente du grand parti libéral bourgeois, **le Wafd,** affaibli par ses contradictions internes et par les attaques du nouveau régime contre certains de ses dirigeants.

Rien n'est fini au Caire, rien de solide n'est établi.

DISCUSSION

Après la conférence de Chéramy, des camarades demandent des éclaircissements sur quelques points :

— D'après les impressions de notre voyageur, **la condition du fellah** a peu évolué depuis un demi-siècle. Les contacts qu'il eut en Haute Egypte lui permirent d'entrer en liaison avec un peuple sympathique et ouvert, mais dont la misère indescriptible semble encore aggravée par la conquête anglaise et l'extension des plantations de coton aux dépens de la culture vivrière ; aussi par l'aggravation d'un régime de féodalité agraire et le développement de la grande propriété.

— **Le problème du Soudan** n'est qu'effleuré, puisque Chéramy n'a pu pousser jusque-là ses investigations. On sait que le Soudan anglo-égyptien est une création artificielle de la fin du XIX[e] siècle et qu'il comprend au nord des éléments musulmans (comme en Egypte), au sud des populations surtout noires et de religion animiste. Le Wafd, jusqu'au coup d'Etat des militaires, avait une attitude impérialiste d'unification de la vallée du Nil au profit du Caire ; on traitait les peuples du Soudan comme les peuples coloniaux : à eux le travail dur et les petits emplois mal rémunérés dans les rues des grandes villes d'Egypte. Neguib a tenté d'unir librement, par voie d'élections, le Soudan et l'Egypte, en s'appuyant sur le « **Parti de l'Unité** » (dont la victoire électorale fut éclatante mais sans lendemain), contre le **Parti Umma,** partisan de l'indépendance contre les deux impérialismes (anglais et égyptien), mais soutenu en sous-main par l'Angleterre ; ce parti Umma a pu montrer sa puissance lors de l'arrivée de Neguib à Khartoum, et obliger celui-ci à partir avant l'ouverture du parlement. Marceau Pivert fait cependant remarquer que, sous le gouvernement travailliste, les coopératives agricoles du Soudan se sont développées, en liaison avec le parti Umma, qui n'est pas un simple pion sur l'échiquier anglais.

— A propos de **la rivalité entre Angleterre et Etats-Unis,** que l'on a sentie lors des événements récents qui opposèrent les cliques Nasser et Neguib, il faut dire que depuis la conférence des Bermudes les U.S.A. semblent avoir abandonné la sphère égyptienne à l'influence anglaise, au moins momentanément.

— **Où en est le mouvement syndicaliste égyptien ?** demande Chambelland. Du fait de l'extrême misère des masses de la ville et des champs, il n'y a de véritables syndicats que dans les professions privilégiées (imprimeurs, bâtiment, un peu dans le textile) et il s'agit de trade-unions à esprit corporatiste et malthusien ; la plupart des ouvriers organisés font partie des minorités étrangères ou sont des chrétiens coptes, qui obtiennent les meilleurs postes et sont jalousés par les masses musulmanes, beaucoup plus exploitées qu'eux. Le régime des militaires, à l'instar de Peron, essaye de s'appuyer sur des syndicats de masse à démagogie ouvriériste, dont les chefs sont liés au Conseil de la Révolution : il semble que Nasser ait trouvé là des appuis, alors que l'influence de Neguib s'exerçait plutôt sur les petits bourgeois musulmans, wafdistes, universitaires, etc... A part quelques noyaux intellectuels insignifiants, il ne semble pas que l'influence communiste soit très profonde : on la monte en épingle, soit comme épouvantail, soit dans les milieux « sympathisants ».

— Les exilés nord-africains du Caire trouvent-ils un appui réel auprès des militaires ? Oui, en parole. Non, dans les faits.

SEANCE DU 20 JUIN 1954

La prochaine réunion du Cercle Zimmerwald aura lieu dimanche 20 juin 1954 à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris 7[e] (métro Solférino).

Gilbert Walusinski parlera de : LA REVOLUTION DE LA COTE DE L'OR ET LE PROBLEME AFRICAIN.

Un libre échange de vues suivra son exposé.

Pour une politique ouvrière

L'idéologie est morte

Chaque fois qu'un problème immédiat et important sollicite solution, les formules idéologiques s'avèrent inopérantes. La multiplicité des problèmes est telle qu'aujourd'hui les idéologies s'écroulent. Ceux qui, par tradition, fidélité ou paresse, s'accrochent à leurs clichés se trouvent obligés de mener double jeu ou de camoufler leur double vie.

Ces constatations valent non seulement pour le mouvement ouvrier, mais encore pour toutes les organisations ou tendances sociales s'efforçant de justifier leur existence par une doctrine héritée. Et la rupture entre doctrine et pratique est d'autant plus nette que les tenants de la première se trouvent placés au feu de la seconde. Le libéralisme capitaliste perd sa logique dès lors que ses défenseurs affrontent les problèmes qui dépassent la capacité des initiatives individuelles. Le socialisme d'Etat perd ses illusions humanitaires à mesure que son programme de nationalisation s'inscrit dans les faits. Le syndicalisme évalue la médiocrité de ses moyens au moment où les événements lui offrent champ à ses expériences.

Il y a certes une évasion possible, et les exemples abondent. Rien de plus facile pour les idéologues que de condamner les faits et les événements. Rien de plus aisé pour les « purs » que de s'isoler de la vie et de juger dangereuse toute manifestation sociale. Parler du prolétariat en le vidant de tout contenu humain permet de conserver la doctrine intacte. Exalter l'esprit d'entreprise et ne le retrouver ni chez l'épicier, ni chez le chef d'usine marginale, ni chez le bénéficiaire d'entente industriel, c'est jongler avec un concept creux. Pendant une longue période, ce jeu n'avait pas grandes conséquences, puisque la société se mouvait, vivait et, en dépit des contradictions et des drames, trouvait son alimentation en dévorant des territoires et des peuples neufs, c'est-à-dire extérieurs à son système. Sans doute, dans certaines régions du globe, où l'équilibre se maintient grâce au mouvement, cette opposition est-elle encore de peu d'importance, les formules répondant à un espoir projeté sur l'avenir ou à une satisfaction intime.

En Europe, dans notre vieille Europe, peu à peu réduite à elle-même, amputée bon gré mal gré de ses prolongements d'outre-mer et rognée de sa superbe, puisque concurrencée par vingt Europe essaimées dans le monde, la tragédie est d'actualité. L'idéologie est morte, car les idées ne peuvent plus être séparées de l'événement. Nous vivons l'heure de vérité.

Les idéologues sont vivants

C'est à camoufler, à cacher, à nier la vérité donc que les idéologues s'emploient. Car les idéologues sont nombreux et se manifestent partout. Ils sont le passé prolongé. Ils sont le refus de l'avenir. Sentimentalement, il est possible de les comprendre. Socialement, ils sont dangereux. Encore faut-il distinguer.

Les communistes ont cela de particulier qu'ils utilisent les réflexes idéologiques acquis suivant une technique que les autres courants politiques ignorent. Nationalisme, chauvinisme, internationalisme, lutte de classes, défaitisme, jusqu'auboutisme sont manipulés, exploités, captés au gré des circonstances et des besoins, sans que la direction des P.C., ou l'état-major russe en soient dupes. Quand des querelles intérieures éclatent, voire que des scissions se produisent, c'est que les utilisés d'une époque ne comprennent pas qu'une autre époque exige d'autres utilisations. La supériorité de l'appareil mondial stalinien réside dans le fait que les utilisateurs de réflexes n'y sont pas sensibles.

Mais tous les autres sont à la fois coupables et victimes. Regardez-les, ces ânonneurs de formules qui se mettent à bégayer quand la simple réalité s'assied en face d'eux. « L'U.R.S.S. est plus près du socialisme parce que le capitalisme privé est détruit. » Qu'est-ce que cela veut dire sinon que la jolie phrase sur l'automatisme de la succession du socialisme au capitalisme leur est restée vissée dans le crâne. Et ceux-là qui s'égosillent à hurler contre le « patron de droit divin » alors qu'ils ont à imposer leurs revendications à un grand commis de l'Etat. Ou encore ceux qui proposent des motions « lutte de classes » alors qu'ils travaillent à contrôler les feuilles d'impôts.

Le monde qu'ils habitent et qu'ils construisent ou reconstruisent à longueur de programmes est imaginaire. Le monde réel continue son bonhomme — ou son diable — de chemin.

Le monde réel

Il est vrai que la bourgeoisie — nous parlons de la vieille Europe, rappelons-le — a du plomb dans l'aile. Le chef d'entreprise, animateur de sa boite, est devenu rare. Le directeur, le haut fonctionnaire lui succèdent. Il est vrai que l'Etat n'est plus exclusivement un ensemble d'organes de répression. Il administre, gère, contrôle, régularise. Bien ou mal. Ce qui est grave, pour le mouvement ouvrier, c'est que cette transformation, ces mutations de la structure sociétaire ne se font pas ou ne se font que très peu sous l'influence et par l'effort lucide des travailleurs.

Les problèmes de tous ordres que posent la décadence capitaliste, l'unification du monde, le réveil des peuples non industrialisés, les luttes pour l'hégémonie mondiale se résolvent tant bien que mal, sans que le mouvement ouvrier intervienne.

Les formules encore une fois ne manquent pas. Elles ont le défaut de comprendre quantité de mots à majuscules et d'images sentimentales, et de ne jamais coller avec les éléments des situations réelles. Il est question de capacité prolétarienne alors que la production industrielle moderne a tendance à différencier les travailleurs-prolongements de machines et les travailleurs-organisateurs ou les travailleurs-artisans. Il est voté quantité d'ordres du jour et d'adresses pour les solutions idéales, alors que les votants ne tentent sous aucune forme la mise en pratique de leur conception là où ils vivent, agissent et travaillent.

Le total est aisé à constater : entre les programmes, plans, projets des partis ou confédérations ouvrières, et l'action quotidienne des membres, sections ou représentants de ces mêmes organisations, les contradictions abondent. Inutile de rechercher l'origine de ces oppositions dans les statuts ou les professions de foi. Elles n'existent qu'en raison des deux plans, mentalement confondus, mais essentiellement différents, de la vie organisationnelle : l'idéologie et les servitudes de la vie courante.

Retour au réel

Dans ce tourbillon de gestes et d'attitudes se distinguant des pensées et des buts, comment un mouvement ouvrier peut-il retrouver son équilibre et chercher une préhension sur les événements ?

Sûrement pas en rebâtissant une idéologie nouvelle, château des brouillards, faisant oublier les taudis trop connus.

Seul le retour aux réalités et la stricte discipline qu'impose leur connaissance peut asseoir une action. Nous n'avons pas besoin de nouveaux exégèses de Marx, non plus que de supplémentaires commentateurs de Proudhon. Nous avons une nécessité immédiate de militants, c'est-à-dire d'hommes lucides, s'attaquant aux situations, et n'extrapolant que leurs propres expériences au lieu d'enterrer les leçons de leur apprentissage sous le linceul des « manifestes » nés au siècle dernier.

Les organismes économiques, politiques, sociaux, créés et mis en place par la bourgeoisie en pleine expansion, sont aujourd'hui périmés, inadéquats, insuffisants. La bourgeoisie passe la main. Mais d'autres forces sociales se développent et s'emparent des postes de direction. Nulle fonction sociétaire ne demeure jamais en déshérence. Si la classe ouvrière, plus exactement si aucun des secteurs des producteurs réels ne se montre capable de répondre à aucun des problèmes que la décomposition capitaliste pose ne se présente comme successeur capable de les résoudre, face à d'autres candidats ou en concurrence avec eux, la preuve sera faite que le mouvement ouvrier était conçu, organisé et pensé en fonction de la bourgeoisie et qu'il disparaitra avec elle.

Ce sont les problèmes eux-mêmes et la nature des solutions qui peuvent départager courants, tendances et formations. Réduire le nombre d'intermédiaires, raccourcir les circuits commerciaux, faire bénéficier le consommateur de la meilleure qualité et du prix le plus bas sont questions que le spiritualisme ou l'athéisme, l'appartenance à la majorité de la C.F.T.C. ou à la minorité de F.O. ne peuvent assainir. Mais ce sont questions que la classe ouvrière peut aborder, étudier, résoudre en grande partie, en tant que telle. De même, la tendance à la réorganisation de l'économie, par la liquidation des entreprises marginales, la rationalisation des produits font éclater des risques de chômage que seuls les syndicats peuvent prévoir, et auxquels ils sont seuls à pouvoir répondre par de nouveaux systèmes de mutualisme social.

Le jour où les confédérations libres envisageront l'action ouvrière non comme une propagande ou comme une éternelle revendication envers une société qu'ils ne gèrent ou ne contrôlent sous aucune forme, mais comme l'ensemble de solutions possibles aux problèmes qui les intéressent, solutions qu'ils sont décidés à appliquer au maximum de leurs forces et de leurs moyens, les questions de rassemblement syndical, de liquidation du mythe communiste, de danger technocrate seront en voie d'être assainies rapidement.

Une politique ouvrière — et non une politique de boutique, s'appelât-elle centrale — peut se bâtir sur les réponses ouvrières aux problèmes sociaux. Réponse après réponse, avec la participation lucide du plus grand nombre, et sans qu'aucun résidu idéologique vienne empoisonner les relations entre travailleurs. Il n'y a souvent de minoritaires et de majoritaires que dans le domaine de doctrines périmées. Le reclassement pourrait, à F.O. comme à la C.F.T.C. et aux Autonomes, s'effectuer par rapport aux problèmes ouvriers, c'est-à-dire ceux dont les travailleurs ont les éléments de solution à portée de mains, d'yeux et de volonté.

L. MERCIER.

MISE AU POINT

Les jeunes auteurs de l'article sur la Russie, paru dans le dernier numéro, voulant être absolument précis, nous demandent de modifier leur texte, page 4, lignes 22 à 24, comme suit :

« Jamais, à l'exception de l'église du séminaire de Zagorsk, nous, membres d'une organisation de jeunes catholiques, n'avons pu être admis à voir une église orthodoxe recevant les croyants. »

Assez de mensonges !

A la suite des meurtres du Kef, la Résidence générale de Tunisie a publié une déclaration dans laquelle elle a osé dire :

Tous ces assassinats, quels que soient leurs auteurs et quelles qu'en soient les victimes, seront sanctionnés. Rien ne pourra empêcher la justice de s'abattre sur les responsables.

« Quels qu'en soient les auteurs et quelles qu'en soient les victimes » ?

Mais quelles sanctions avez-vous donc prises, Messieurs, contre les assassins de Fahrat Hached ?

Quelles sanctions avez-vous prises contre les assassins de Hedi Chaker ?

Quelles sanctions avez-vous prises contre les dynamiteurs qui ont fait sauter des dizaines et des dizaines de maisons de patriotes tunisiens ?

Et quelles sanctions prendrez-vous contre les assassins de Tahar et Ali Haffous, secrétaires du Destour à Kairouan, meurtres dont ceux des colons du Kef survenus trois jours après n'ont été manifestement que la réplique ?

Aucunes !

Alors, taisez-vous !

Ou plutôt, dites ce qui est la vérité :

Les meurtres de Français ou d'agents français sont sanctionnés.

Les assassinats de Tunisiens destouriens ou sympathisants sont libres.

ENTRE NOUS

Diffusez « La Chine »

Il est inutile de dire que la R.P. n'a pas à sa disposition pour la diffusion de ses éditions les puissants moyens des éditeurs bourgeois. Il nous est matériellement impossible de mettre en vente nos ouvrages chez des libraires.

C'est pourquoi nous comptons avant tout sur nos amis pour faire connaître et vendre le troisième volume de notre collection, celui qui vient de paraître sur la Chine.

Déjà, d'ailleurs, des camarades ont pris l'initiative de nous demander plusieurs exemplaires, afin de les vendre autour d'eux.

Pour faciliter et encourager le développement de telles initiatives, nous avons décidé de conserver le prix de souscription, soit

300 FRANCS

pour toutes les commandes qui s'appliqueraient à PLUS D'UN EXEMPLAIRE : deux, cinq, dix, etc.

La Chine est actuellement au premier plan de l'actualité, profitez-en pour répandre, à propos d'elle, nos idées et nos conceptions de base.

Petites remarques

Pierre Galluet (Paris). — « ...Cette belle revue si vivante, si utile pour qui veut connaître et juger notre époque. L'objectivité qui préside à son élaboration et même les polémiques qu'on y trouve font qu'on respire un parfum de liberté rare et précieux. C'est une fenêtre ouverte sur de l'air pur. »

Le Besconte (Deux-Sèvres). — « Continuez ; de la discussion jaillit la lumière. »

Tortrat (Alger). — « La rubrique, « D'où vient l'argent ? » me semble suffisante à édifier chaque lecteur qui se doit de lui jeter un regard, à chaque numéro. »

Le gérant : J.-P. FINIDORI


Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12e

D'où vient l'argent?

MOIS DE MAI 1954

RECETTES		
Abonnements ordinaires	58.000	
Abonnements de soutien	27.420	
		85.420
Souscription		10.350
Vente « R.P. »		1.710
Vente « Chine »		9.000
Divers		500
		106.980
En caisse au 1er mai		96.832
		203.812
DEPENSES		
Impression (« R.P. » d'avril)		87.000
Frais généraux		400
Frais d'expédition		1.250
Divers		900
		89.550
En caisse au 31 mai 1954 :		
Chèque postal	95.187	
Espèces	19.075	
		114.262
		203.812

Dû à l'imprimeur :

Complément et solde factures avril	21.734
« R.P. » de mai	83.047
	104.781

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Taragnat (Seine) 1.500 ; Thevenon (Loire) 1.000 ; Babut (Indochine) 1.000 ; Dufour (Paris) 1.500 ; Sauve (Dordogne) 1.200 ; Espinasse (Haute-Savoie) 1.500 ; Rivière (Rhône) 1.720 ; Borias (Gard) 1.500 ; Bermon (Var) 1.500 ; Marcadet (Seine-et-Oise) 1.200 ; Papillon-Vallety (Paris) 2.500 ; Genevrier (Loire) 1.200 ; Crespo (Alger) 1.500 ; Organde (Rhône) 1.300 ; G. Thomas (Saône-et-Loire) 1.000 ; Faucier (Paris) 1.500 ; Hubert (Seine) 1.500 ; Leroy (Seine) 1.200 ; Léger (Paris) 1.100 ; Christophe (Paris) 1.000. — Total : 27.420 francs.

—●—

LA SOUSCRIPTION

Talon (Loire) 300 ; Meunier (Seine) 300 ; Freydier (Loire) 50 ; Chagot (Seine-et-Marne) 100 ; Lejeune (Seine) 100 ; Giron (Seine-et-Oise) 300 ; Lulé (Sarthe) 300 ; Ponsot (Paris) 300 ; Kersulec (Finistère) 300 ; Jouhet (Vaucluse) 100 ; Bailot (Eure-et-Loir) 300 ; Devaux (Seine-et-Marne) 300 ; Raguier (Paris) 300 ; Allot (Finistère) 300 ; Delage (Indre) 300 ; Galopin (Paris) 100 ; Rival (Loire) 300 ; Ribeyron (Côte d'Or) 100 ; Deler (Gironde) 300 ; Dommanget (Oise) 500 ; Perat (Aisne) 300 ; Metivier (Deux-Sèvres) 300 ; Gourlay (Finistère) 200 ; Testud (Loire) 300 ; Coustal (Paris) 100 ; Chanier (Paris) 100 ; Meysenq (Hautes-Alpes) 200 ; Argence (Isère) 300 ; Dépouly (Savoie) 100 ; G. Borie (Gironde) 300 ; Messing (Seine) 300 ; Trellu (Finistère) 300 ; Seguela (Aude) 300 ; Vautrey (Saône-et-Loire) 300 ; Benistant (Sarthe) 100 ; Escoffier (Vaucluse) 100 ; Nicolas (Finistère) 100 ; Diette (Haute-Garonne) 300 ; Teisseire (Rhône) 300 ; Sentenac (Alpes-Maritimes) 300 ; Joubert (Loire) 300 ; Nenert (Haute-Vienne) 100 ; Meyssonnier (Côtes-du-Nord) 300 ; Le Bras (Paris) 100. — Total 10.350 francs.

LES AMIS DE LA MAISON DE SEVRES

vous invitent à participer à l'une des deux séances d'information et d'études qui auront lieu à la Maison d'Enfants de Sèvres, 14, rue Croix-Bosset, Sèvres, le **samedi 19 juin à 14 h. 30 et le jeudi 24 juin à 14 h. 30.**

A l'issue de ces séances : audition du groupe de pipeaux, de la chorale. Présentation des enfants dans leurs diverses activités : marionnettes, modelage, tissage, vannerie, imprimerie, pipeaux.

Les Amis de la Maison de Sèvres, 14, rue Croix-Bosset à Sèvres. — C.C.P. Paris 9371-40.

Moyen de transport : Métro Pont de Sèvres et autobus 171.

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 30 AVRIL. — A **Casablanca** le tribunal militaire condamne à mort pour terrorisme deux Marocains, quatre aux travaux forcés, trois à la réclusion et trois à la prison. Des attentats qui suivent immédiatement tuent trois Français et en blessent trois autres.

SAMEDI 1er MAI. — A **Casablanca** les autorités procèdent à des mesures policières et « déplacent » neuf militants de l'Istiqlal et deux du parti démocratique de l'Indépendance.

DIMANCHE 2. — **Le Vietminh** enlève encore trois points d'appui à Dien-Bien-Phu.

LUNDI 3. — Le gouvernement **anglais** lève l'embargo sur le caoutchouc à destination de l'Europe de l'Est.

JEUDI 6. — **Au Honduras,** 20.000 ouvriers de l'United Fruit sont en grève.

Par 311 voix contre 262, l'**Assemblée nationale** renvoie la discussion sur l'Indochine, la question de confiance étant posée.

VENDREDI 7. — Nouvel assaut du Vietminh contre le P.C. français à Dien-Bien-Phu. La chute de la forteresse est officiellement annoncée.

En **U.R.S.S.** la peine de mort est rétablie pour crimes de droit commun.

SAMEDI 8. — A **Washington,** M. Foster Dulles lance un nouvel appel pour la défense collective en Asie.

MARDI 11. — Tito, à **Belgrade,** propose un nouveau règlement de la question de Trieste.

JEUDI 13. — Victoire travailliste aux élections municipales d'**Angleterre** et du **pays de Galles.**

A **Genève,** conversations franco-américaines sur l'**Indochine.**

Sur la question d'Indochine, l'**Assemblée nationale** vote la confiance par 289 voix contre 287.

SAMEDI 15. — Comités nationaux confédéraux de la **C.G.T.-F.O.** et de la **C.F.T.C.**

DIMANCHE 16. — Election législative du **Pas-de-Calais :** le socialiste Delabre est élu.

Elections municipales au **Havre** et à **Brest :** avance socialiste.

MARDI 18. — Aux **Etats-Unis,** la Cour suprême interdit la ségrégation raciale dans les écoles publiques.

L'Association fédérale des **industriels allemands** se prononce pour l'intégration politique et économique de l'Europe.

MERCREDI 19. — A Issy-les-Moulineaux, assemblée générale de la Fédération nationale des **organismes de Sécurité sociale.**

JEUDI 20. — Au **Conseil de l'Europe,** Guy Mollet est élu président de l'Assemblée consultative.

VENDREDI 21. — Francis Lacoste est nommé résident général au **Maroc.**

Habib Bourguiba, leader du **Neo-Destour tunisien,** est transféré en France.

Elections **irlandaises :** le parti de M. de Valera est mis en minorité : M. Costello devient président du Conseil.

SAMEDI 22. — Congrès des **Métaux F.O.**

DIMANCHE 23. — Elections en **Corée du Sud :** victoire du parti de Syngman Rhee.

LUNDI 24. — A **Genève,** la délégation française soumet un nouveau plan de travail sur l'Indochine.

MERCREDI 26. — Le Conseil des Ministres étudie les propositions de la Grande-Bretagne et du Vietminh pour l'arrêt des hostilités en **Indochine.**

Grève des cheminots en **Angleterre.**

Délégation officielle du parti travailliste anglais en **Chine populaire** conduite par Attlee et Bevan.